

Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire !

Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste !

4 janvier - Les préparatifs pour la guerre impérialiste contre l'Irak s'accroissent. Des dizaines de milliers de troupes américaines et britanniques sont déjà positionnées tout autour de l'Irak, et les renforts se multiplient. Les bombardements contre l'Irak, qui n'avaient jamais cessé depuis des années, se multiplient pour tester les défenses irakiennes et préparer l'assaut. Le devoir urgent des révolutionnaires est de chercher à mobiliser dans le monde entier les travailleurs pour **défendre l'Irak**

contre l'attaque impérialiste. Dans la guerre qui s'annonce il faut clairement prendre, contre les troupes impérialistes, le côté de l'armée irakienne, sans donner aucun soutien politique à Saddam Hussein, boucher des Kurdes et des communistes.

Nous saluerions toute défaite militaire de l'impérialisme. Cependant la disproportion des forces est écrasante; depuis le massacre de la guerre du Golfe il y a douze ans le pays a été saigné par l'embargo de l'ONU qui a causé la mort de plus d'un million d'Irakiens du fait de la malnutrition et du manque de médicaments. On estime que l'Irak aurait perdu les deux-tiers de sa capacité militaire depuis 1991. Aussi la force sociale pour arrêter la machine de guerre impérialiste,



Aral/Sipa

Quartier de Bagdad détruit lors d'une attaque américaine au missile en 1997

c'est centralement la classe ouvrière aux USA, en France et ailleurs. Pour faire la guerre les impérialistes ont besoin de la «paix sociale» chez eux, et c'est là leur talon d'Achille. Bush a réquisitionné les dockers lockoutés sur la côte Ouest des Etats-Unis au mois d'octobre, qui commençaient à paralyser tout le commerce extérieur vers le Pacifique et même le reste de l'économie; Blair a mobilisé l'armée contre les pompiers britanniques en grève. Quant à Chirac il a envoyé les flics et

l'armée pour écraser dans l'œuf la grève des routiers en France au mois de novembre, tout en cherchant à s'appuyer sur les bureaucrates syndicaux pour dévoyer les luttes.

En France il y a un potentiel pour des grèves politiques contre la guerre. Pendant la guerre du Golfe des cheminots à Chambéry avaient stoppé des convois militaires. A Marseille, plus d'un millier de personnes ont protesté le 26 décembre 2002 contre le porte-avions américain USS Truman qui y faisait escale, en route pour le Proche-Orient; ils ont distribué des tracts en anglais aux marins américains; nous saluons cette action! Mais le PCF va-t-il en faire autant quand le porte-avions français, le Charles-de-Gaulle, sera aussi en partance? Il faut mobiliser la classe ouvrière

M 02851 - 162 - F: 0,80 € - RD



Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique !

et tous les opprimés derrière le pouvoir du mouvement ouvrier organisé pour une lutte de classe contre la guerre, qui est aussi une guerre contre les immigrés et les ouvriers ici. Nous prenons activement part aux manifestations et actions contre la guerre; mais en dernier ressort, pour en finir avec la guerre impérialiste qui est inhérente au système capitaliste, il faut renverser tout ce système avec une révolution ouvrière. Nous luttons pour construire le parti ouvrier internationaliste qui mènera à la victoire cette révolution.

Au Proche-Orient les préparatifs de guerre se conjuguent à l'oppression terrible du peuple palestinien, avec l'écrasement dans le sang de la deuxième *intifada*. Presque tous les jours plusieurs Palestiniens sont tués par les troupes sionistes ou les colons. Plus de 60 % de la population palestinienne est au chômage, et la faim tenaille une proportion croissante de la population enfermée dans les territoires occupés, qui ressemblent de plus en plus aux camps de concentration nazis contre les Juifs. Il se peut que les dirigeants de l'Etat bourgeois sioniste profitent de la guerre contre l'Irak pour mener des opérations d'ampleur proprement génocidaire; ils parlent ouvertement du « transfert » des Palestiniens. Nous disons: **Défense du peuple palestinien! Israël et colons, hors des territoires occupés!**

La nouvelle stratégie militaire américaine entérine le principe de la guerre préventive, y compris avec des armes nucléaires, contre quiconque se mettrait au travers de la route des USA. Elle déclare qu'aucune puissance ne rattrapera la supériorité militaire énorme des Etats-Unis, qui s'est encore renforcée depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-92. Cela représente un changement significatif par rapport à la façon dont les Etats-Unis ont dominé le monde capitaliste depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est cela qui fait grincer des dents leurs rivaux pour le pillage du monde: les rivalités entre les puissances impérialistes se sont considérablement intensifiées et sont en fin de compte le germe d'un conflit militaire inter-impérialiste. Le chancelier allemand Schröder a déclaré son opposition à toute participation à la guerre contre l'Irak, mais il n'a bien entendu pas l'intention de priver les Américains de l'usage de leurs bases en Allemagne, qui hébergent 70 000 soldats et qui serviront de rampe de lancement pour la destruction de l'Irak.

L'impérialisme français s'est également plaint de l'« unilatéralisme » américain. Quelle hypocrisie! Ils ont



Manifestation à Bouaké le 5 octobre 2002 devant le consulat de France. Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire !

profité des bruits de bottes au Proche-Orient pour envoyer « unilatéralement » des milliers de soldats dans leur propre « arrière-cour », en Côte d'Ivoire (un pays clé pour le maintien de la mainmise néo-coloniale française sur l'Afrique de l'Ouest), où des massacres interethniques ont lieu. L'impérialisme français pourrait profiter de la guerre au Proche-Orient pour « nettoyer » la Côte d'Ivoire avec un bain de sang comme il en a l'expérience: n'est-ce pas l'impérialisme français qui a parrainé le génocide de centaines de milliers de Tutsis au Rwanda il y a moins de dix ans,

Suite page 8

Correction

Nous écrivions dans le dernier numéro du *Bolchévik* (n° 161, automne 2002), dans l'article « Les femmes et l'immigration en France: racisme, ségrégation, religion »: « Par contre, nos opposants ici en France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière, ont pris le côté de leur propre bourgeoisie sur les deux fronts: avec les mollahs et la CIA contre l'Union soviétique et contre les femmes en Afghanistan, et avec la bourgeoisie française pour l'expulsion des jeunes filles maghrébines voilées dans les écoles publiques ici. » En fait la ligne de la LCR à l'époque était plus contradictoire. Ils se sont opposés à l'exclusion des filles voilées de l'école, bien qu'ils aient également soutenu le gouvernement « de gauche » de Mitterrand – un front populaire capitaliste – qui a mené une politique violemment anti-immigrés et raciste. Il faut réfléchir une seconde sur l'histoire de la LCR. Pendant des années ils ont soutenu les candidats du PS pour « battre la droite », et en 2002 ils ont fini par voter pour la droite avec leur soutien scandaleux à Chirac lors des dernières présidentielles. Quelle évolution! La LCR, après avoir aidé à mettre en place les gouvernements « de gauche » et de droite, qui n'ont à offrir que les déportations et la terreur raciste institutionnalisée de Vigipirate, prétend être du côté des opprimés contre ce nouveau gouvernement pour lequel ils ont voté. Quel culot!

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez
Directeur de publication: Xavier Benoît

Réalisation: Guillaume José
Diffusion: Michael O'Connell

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. Gérant: X. Benoît
Adresse: BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Une perspective marxiste sur le Proche-Orient

Nous publions ci-dessous une présentation du camarade André lors d'une récente conférence de la Ligue trotskyste de France.

* * *

Camarades, cette discussion traite de questions qui sont fondamentales pour construire un parti révolutionnaire, particulièrement au Proche-Orient. Avant d'aborder les questions programmatiques, je voudrais faire une distinction entre les trois choses suivantes : le peuple juif, qui existe depuis des siècles tout à fait indépendamment de l'Etat d'Israël ou même du sionisme ; la nation de langue hébraïque qui se trouve en Palestine ; et enfin l'Etat sioniste. Je pense qu'il y a peut-être une tendance à confondre ces choses, particulièrement les deux dernières, l'Etat sioniste et la nation de langue hébraïque.

Commençons par le peuple juif. C'est la *Conception matérialiste de la question juive*, d'Abraham Léon, qui a particulièrement éclairci notre compréhension de cette question. Ce livre n'existe pas en arabe et j'espère que c'est une lacune que nous serons un jour en mesure de rectifier. Léon était un trotskyste belge qui fut déporté par les nazis et qui est mort à Auschwitz. Il donne une explication matérialiste de pourquoi le peuple juif a perduré en Europe pendant des siècles, avec sa propre langue, culture, et religion, et pourquoi les Juifs ont été brutalement opprimés sous le capitalisme. Léon explique que les Juifs ne constituaient pas une nation, c'est-à-dire une population culturellement homogène qui occupe un territoire et qui a sa propre économie nationale. C'est la définition d'une nation, selon les critères léninistes. Les Juifs jouaient plutôt un rôle particulier au sein de la société féodale et pré-féodale en tant que marchands et prêteurs d'argent. Léon les a appelés un « peuple-classe ».

C'était ce rôle social particulier, le fait de vivre en quelque sorte dans les pores de la société féodale, qui donne une explication matérialiste de pourquoi le peuple juif a perduré dans l'histoire de l'Europe occidentale et centrale. Avec le développement du capitalisme mercantile en Europe, le rôle commercial particulier des Juifs a pris fin. En Europe occidentale, soit ils ont été assimilés, soit ils ont migré vers l'Est, où l'économie était plus arriérée. Et en Europe de l'Est à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle l'ordre féodal se désagrégeait alors que le capitalisme entraînait déjà dans son déclin. Il y avait du chômage massif et des crises économiques périodiques. En conséquence, les Juifs se sont trouvés confrontés à l'hostilité de la petite-bourgeoisie et des paysans qui eux aussi étaient rejetés par le capitalisme en déclin.

Ces couches petites-bourgeoises ont essayé de se préser-



Economist

La ville palestinienne de Jénine en ruines après le blitzkrieg israélien en avril 2002. Défense du peuple palestinien !

ver en s'attaquant aux Juifs dans des pogromes (des émeutes contre les communautés juives). Cette persécution a créé une vague de réfugiés qui ont fui vers l'Europe de l'Ouest, arrivant à un moment où là aussi ils ne pouvaient pas être assimilés ; cela a donc provoqué un phénomène similaire à l'Ouest. En France il y a eu des pogromes à la fin du XIX^e siècle autour de l'affaire Dreyfus ; en Algérie aussi d'ailleurs. En Allemagne bien sûr, il y a eu l'« ultime » pogrome, l'Holocauste, une des plus grandes horreurs de l'histoire humaine, c'est-à-dire l'utilisation par les nazis de techniques industrielles capitalistes pour exterminer systématiquement et consciemment un peuple entier. Quant aux pays soi-disant « démocratiques », comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ils ont fermé leurs portes aux réfugiés juifs désespérés qui fuyaient les nazis.

Abraham Léon ne parle pas de la question juive dans les pays arabes, et ce serait une bonne chose pour notre parti d'étudier et de clarifier quelles différences il y a avec la situation des Juifs en Europe. Mais on peut d'ores et déjà avancer une différence importante, à savoir que le capitalisme au Proche-Orient et en Afrique du Nord ne s'est pas développé au point d'en arriver au genre de convulsions violentes et systématiques qu'on a vues en Europe. Il y a eu des persécutions contre les Juifs mais pas du tout au même niveau qu'en Europe. La condition des Juifs dans les pays arabes était nettement meilleure que dans l'Europe chrétienne.

Cela a changé avec la montée du nationalisme arabe au milieu du XX^e siècle. Juste après la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu une vague de pogromes et d'attaques

terroristes contre les synagogues et les lieux publics juifs dans presque tous les pays arabes. Cela a atteint son paroxysme pendant la guerre de 1948-49 en Palestine, ce qui, avec l'aide active des sionistes bien sûr, a déclenché un exode massif des Juifs des pays arabes, la plupart allant en Israël. Au moment de la formation de l'Etat d'Israël en 1947-1948, il y avait dans les pays arabes autant de Juifs dont la première langue était l'hébreu que de Juifs en Israël parlant l'hébreu (ou étant en train de l'apprendre). Donc, il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui ces Juifs originaires des pays arabes, ceux qu'on appelle les Juifs orientaux, et leurs descendants, se trouvent généralement parmi les couches de la population les plus réactionnaires et les plus anti-arabes.

Naissance de l'Etat sioniste

Les Juifs d'Europe n'étaient donc pas une nation, et ils ne l'étaient pas dans les pays arabes non plus. De même les Juifs qui vivaient en Palestine avant l'Holocauste n'étaient pas une nation. Au début des années 1930, il y avait juste un peu plus de 100 000 Juifs en Palestine, et une bonne partie d'entre eux n'était pas sioniste.

Alors, comment une nation a-t-elle pu se forger à partir de ce peuple ? En Europe, avant l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, le sionisme n'était qu'une secte d'intellectuels petits-bourgeois peu influente parmi les Juifs. Dans les ghettos de l'Europe de l'Est, les Juifs qui étaient actifs dans la vie politique étaient soit communistes, soit membres du Bund, une organisation socialiste juive, proche des menchéviks. Ce qui a transformé le sionisme en mouvement de masse, c'est la défaite historique du prolétariat en Allemagne en 1923 et l'arrivée de Hitler au pouvoir. C'est aussi la montée des nazis en Allemagne qui a permis que se crée une nation de gens parlant hébreu en Palestine, puisqu'elle provoqua des vagues massives d'émigration juive, à la fois avant l'Holocauste et après la Deuxième Guerre mondiale. Les sionistes faisaient directement appel à l'impérialisme britannique, qui contrôlait militairement la Palestine, pour qu'il soutienne l'établissement d'une « patrie juive ». La bourgeoisie



Suddeutscher Verlag

Le camp de Pithiviers sous le régime français de Vichy, où furent emprisonnés des Juifs avant leur déportation dans les camps de la mort nazis.

britannique, antisémite jusqu'à la moelle, était d'accord parce qu'elle voyait en cela un moyen de diviser pour régner au Proche-Orient. Il y a donc eu la déclaration de Balfour à la fin de la Première Guerre mondiale, dans laquelle les Britanniques promettaient aux sionistes de leur donner une patrie en Palestine. Aujourd'hui, bien sûr, ce sont les impérialistes américains qui soutiennent et protègent l'Etat sioniste.

A la différence de beaucoup de colons dans l'histoire, les sionistes n'ont en général pas cherché à exploiter la main-d'œuvre arabe-palestinienne ; ils voulaient plutôt *déplacer* les Palestiniens et créer une économie fermée, formée exclusivement de communautés juives. Finalement, ils y sont parvenus avec l'arrivée massive de main-d'œuvre juive et de capitaux venant d'Europe. La révolte arabe contre les occupants britanniques en 1936-1939 a été un pas important dans cette direction : les sionistes ont joué un rôle important dans la répression des Palestiniens en semant la terreur militaire, conjointement avec les Britanniques. Donc, même avant la partition de 1947 par l'ONU qui créa l'Etat d'Israël, une nation de langue hébraïque avait déjà été formée en Palestine.

La partition de 1947 a déclenché une guerre où les sionistes ont conquis ce qui est aujourd'hui l'Etat d'Israël et en ont chassé la plus grande partie de la population arabe par la terreur et le meurtre. Les régimes arabes sont intervenus – pas pour défendre les Palestiniens contre la terreur sioniste mais afin de saisir les terres qui leur étaient allouées d'après le plan de partition de l'ONU. Des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens, qui avaient dû fuir dans les pays arabes environnants, se sont retrouvés parqués dans de sordides camps de réfugiés. En 1970, la monarchie hachémite de Jordanie, avec le soutien implicite de presque tous les régimes arabes, a massacré des dizaines de milliers de Palestiniens. C'est ce que l'on a appelé « le Septembre noir ». Malgré d'ailleurs les conditions indescriptibles dans lesquelles ils ont souvent été forcés de vivre, la génération des Palestiniens qui a grandi après 1948 avait un niveau d'éducation plus élevé que presque n'importe quelle autre population du Proche-Orient, y compris le peuple de langue hébraïque en Israël.

A cette époque les Palestiniens jouaient au Proche-Orient un rôle similaire d'un certain point de vue à celui qu'avaient joué les Juifs d'Europe de l'Est. Cosmopolites, politisés, éduqués, ils jouaient un rôle sans proportion avec leur importance numérique dans tous les mouvements radicaux, y compris les partis communistes, à travers tout le Proche-Orient. Ce fait donne une idée des conséquences

Suite page 24

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3€ pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50€ (avion 6€)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

162

Chèques à l'ordre du Bolchévik

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Grande-Bretagne :

Les pompiers confrontent le gouvernement travailliste

2 janvier - Un conflit s'est déclaré en novembre dernier entre le gouvernement New Labour (Nouveau parti travailliste) de Tony Blair et la classe ouvrière britannique lorsque le syndicat des pompiers britanniques - Fire Brigades Union (FBU) -, fort de 50 000 membres, a fait deux jours puis huit jours de grève. Cette action des pompiers arrivait

en pleins préparatifs de guerre contre l'Irak, une guerre très impopulaire dans le pays après cinq ans d'attaques ininterrompues contre les ouvriers, les minorités et toutes les couches vulnérables de la société britannique. La grève des pompiers a été acclamée avec enthousiasme comme la première bataille contre ce gouvernement profondément haï et contre la misère capitaliste qu'il gère.

La grève, dont la principale revendication est une augmentation de salaires de 40 %, ce qui les porterait à un niveau

décent, est la première grève nationale des pompiers en 25 ans. Mais début décembre la direction du FBU a criminellement annulé les deux grèves de huit jours qui étaient prévues pour ce mois-là, à un moment où la détermination des pompiers à continuer la lutte était au plus fort, où le soutien de la population restait élevé et où le gouvernement devait subir les remontrances du chef d'état-major qui décrivait le déploiement de l'armée pour briser la grève comme une menace pour les préparatifs de guerre contre l'Irak.

A un rassemblement national des pompiers le 7 décembre dernier, des membres du FBU présents ont critiqué Andy Gilchrist (le dirigeant du FBU) et le reste de la direction du syndicat pour avoir désamorcé leur action. Beaucoup de syndicalistes disaient qu'ils s'étaient arrangés pour pouvoir continuer la grève pendant des mois, et qu'ils avaient l'intention de continuer leur lutte dès le début de la nouvelle année. Depuis l'intervention d'un médiateur, et malgré celui-ci, le syndicat a annoncé une nouvelle grève de 24 heures le 21 janvier et deux autres de 48 heures pour

fin janvier et début février. D'autres travailleurs se préparent aussi à affronter le gouvernement travailliste, notamment les infirmières qui s'opposent à l'accord sur des salaires de misère qu'a accepté la direction de leur syndicat; 4 000 ouvriers de l'usine d'armements britannique BAE Systems ont voté à 9 contre 1 pour la grève contre

le pillage par les patrons de leurs plans de retraites depuis douze ans. Un reportage de la BBC décrivait l'action chez BAE comme «très gênante pour le gouvernement au moment où il se prépare à la possibilité d'une intervention militaire dans le Golfe».

On ne peut pas gagner en tant que travailleur en suivant les règles du jeu des patrons! Mais le principal obstacle n'est ici ni le gouvernement et ses lois, dont la raison d'être est précisément de briser les grèves afin de protéger la propriété capitaliste, ni la volonté

des ouvriers de se battre. L'obstacle en Grande-Bretagne depuis cent ans c'est le travaillisme social-démocrate - dans le cas présent, le travaillisme à l'ancienne des dirigeants syndicaux tels que Bob Crow (dirigeant du RMT, l'un des deux syndicats du métro) et Gilchrist, que Trotsky décrivait comme la police à l'intérieur de la classe ouvrière. Des gens comme Crow et Gilchrist cherchent à convaincre les travailleurs qu'il est possible de réformer le Parti travailliste si on fait suffisamment pression, grâce à quoi on pourrait recevoir quelques miettes tombant gracieusement de la table de la démocratie parlementaire. A la fin de la grève de huit jours, Gilchrist a déclaré à une réunion de l'aile gauche du Parti travailliste qu'il était «prêt à travailler à remplacer le Nouveau parti travailliste par ce que je me propose d'appeler le Vrai parti travailliste». Mais quand les journaux ont dénoncé cette déclaration comme un appel à «renverser le gouvernement du New Labour», Gilchrist a répondu dans un commentaire paru le 4 décembre 2002 dans le *London Guardian*:



14 novembre: des pompiers sur un piquet de grève dans le Berkshire pendant la grève de 48 heures du FBU. La lutte des pompiers a galvanisé l'opposition contre le gouvernement travailliste anti-syndical.

Reuters

«La tâche devient de plus en plus difficile pour ceux qui, comme moi, croient passionnément au renforcement du lien qui unit le parti [New Labour] et les syndicats. Dans presque tous les syndicats affiliés au Parti travailliste on entend de plus en plus un appel à affaiblir les liens et réduire le soutien financier à l'establishment travailliste. Cette revendication deviendra impossible à contrer si le gouvernement continue avec le projet de New Labour d'apaiser le grand patronat tout en prenant ses distances vis-à-vis des syndicats.»

Gilchrist et d'autres dirigeants syndicaux essaient de faire avaler à leurs membres le mensonge que le Parti travailliste représente les intérêts de la classe ouvrière, mais ces efforts deviennent de plus en plus difficiles au moment où Blair cherche à supprimer complètement la dépendance du parti vis-à-vis des syndicats et à le transformer en parti capitaliste pur et simple comme le Parti démocrate aux USA. Pour lutter efficacement en défense des intérêts ouvriers, les syndicats doivent avoir une direction politique qui comprenne vraiment que les intérêts de la classe ouvrière et ceux des capitalistes sont opposés. Une telle direction se construira dans le feu de batailles cruciales comme celles de la grève des pompiers et d'autres encore à venir en Grande-Bretagne ainsi qu'en France.

* * *

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un tract qui a été distribué par nos camarades de la Spartacist League/Britain (notre section britannique) sur les piquets de grève des pompiers, et ici en France lors de la manifestation de masse des cheminots et autres travailleurs du secteur public à Paris le 26 novembre 2002.

Pour des piquets de grève de masse ! A bas le cassage de grève du Parti travailliste ! Victoire pour le FBU !

Cette bataille n'est plus simplement pour une augmentation de salaire pour les pompiers : c'est devenu une épreuve de force entre les syndicats et le gouvernement New Labour [Nouveau parti travailliste] de Blair. Avant, le gouvernement se vantait qu'il «écraserait» le Fire Brigades Union (FBU). Comme le déclarait un porte-parole du gouvernement : «Les relations sociales ont toujours été le talon d'Achille des travaillistes. Mais pas cette fois-ci» (*Financial Times*, 16-17 novembre 2002). Mais la grève de 48 heures de la semaine dernière était extrêmement populaire parmi les ouvriers et les minorités. Des millions de travailleurs du secteur public et autres savent que leur salaire et leurs conditions de travail, et l'avenir même de leur syndicat, dépendent de l'issue de cette bataille. Les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté contre la guerre imminente contre l'Irak il y a quelques semaines savent que les priorités de Blair ne sont pas dans l'intérêt de la classe ouvrière. Gagnons cette grève !

Blair a menacé d'utiliser l'armée pour saisir et faire fonctionner l'équipement moderne des pompiers - la même armée qui sert régulièrement à faire le sale boulot de la bourgeoisie britannique à l'étranger, de l'Irak en passant par les Balkans jusqu'à l'Irlande du Nord plus proche, où elle est l'instrument d'oppression de la minorité catholique. La dernière fois que l'armée a servi à casser une grève sur une grande échelle c'était lors de la grève générale de 1926 ! Tout en faisant du verbiage sur l'envoi des troupes,

le gouvernement évoque la possibilité d'utiliser les flics. En réponse aux menaces de cassage de grève par l'armée, Andy Gilchrist, le dirigeant du FBU, a déclaré que «Les pompiers ne sont ni prêts à faire obstacle à l'armée, ni n'envisagent de le faire.» Une direction qui propose la soumission passive face à un tel cassage de grève n'est pas une direction ! Cela va à l'encontre des intérêts des pompiers et de tous les ouvriers qui se tournent vers le FBU pour qu'il leur montre la voie. Renoncer par avance à mener la lutte, c'est concéder la défaite.

Personne ne veut d'une petite confrontation perdante avec les forces de l'Etat capitaliste. Ce qu'il faut c'est des piquets de grève de masse tout autour des casernes de pompiers. Cela avait réussi à faire reculer le gouvernement travailliste de Callaghan en 1977 lorsqu'il avait tenté d'envoyer l'armée contre les piquets de grève. Le FBU ne doit pas se battre seul ! Des millions de syndiqués crèvent d'envie de frapper un coup contre le gouvernement antisyndical de Blair. Ils doivent être mobilisés pour se joindre aux piquets du FBU. Faisons partir en grève maintenant les ouvriers du transport du RMT [Rail Maritime & Transport union] et les travailleurs du secteur public d'UNISON ! Jetez à la poubelle les «directives sur les piquets» du gouvernement et du TUC [Trades Union Congress - la confédération syndicale] et leurs lois antisyndicales ! La seule «grève illégale» est une grève qu'on perd. Si l'armée est utilisée, le FBU doit en appeler aux soldats, dont beaucoup sont d'origine ouvrière, pour qu'ils refusent d'être utilisés pour casser la grève. Le syndicat avait imprimé un appel de ce type lors de la grève de 1977.

Bavant de haine et de peur face à la combativité syndicale, le gouvernement et les médias capitalistes avaient auparavant traité les dirigeants du FBU de «scargillistes» [Arthur Scargill fut le dirigeant de la grande grève des mineurs de 1984-1985 et est l'actuel dirigeant du SLP - Parti travailliste socialiste]. Maintenant le journal antisyndical *Sun* du magnat de la presse Murdoch traite le FBU de «laquais de Saddam», pendant que le ministre de la défense Geoff Hoon insinue que si les grèves continuent, cela gênerait l'invasion militaire prévue de l'Irak. Les dirigeants syndicaux qui avalent les préparatifs de guerre du gouvernement, ou capitulent face à ceux-ci, sapent les capacités de mener la lutte de classe ici. Pour mener des guerres impérialistes à l'étranger, la bourgeoisie a besoin de la «paix sociale» ici. Avec les événements de la semaine dernière, il est clair que les ouvriers et les masses semi-coloniales d'Irak ont un ennemi commun : les gangs va-t-en-guerre de la Maison Blanche et du 10 Downing Street, et les classes capitalistes qu'ils représentent. La guerre impérialiste et le cassage des grèves ici sont les deux côtés de la même médaille : le système capitaliste repose sur l'exploitation du travail, et il mène à la guerre avec la concurrence pour les sphères d'exploitation et les marchés. Nous appelons à la défense de l'Irak contre l'attaque des armées US/britannique, sans donner le moindre soutien politique à Saddam Hussein.

Blair & Cie accusent les pompiers, qui risquent leur vie chaque jour pour en sauver d'autres, de saper la sécurité publique. Ces hypocrites veulent faire porter aux ouvriers le chapeau pour les fruits de leurs propres coupes sombres dans les salaires et les dépenses publiques. Tout le monde sait que les chemins de fer privatisés sont des corbillards ambulants, et Blair veut faire la même chose avec le métro de Londres. Le RMT met déjà la grève au vote, des ou-

vriers du métro étant menacés de sanctions disciplinaires pour avoir refusé, à juste raison, de conduire des rames sans protection incendie. Les syndicats des transports, des chemins de fer, du bâtiment et autres doivent mettre sur pied des comités syndicaux pour la sécurité, avec le pouvoir de fermer tout lieu de travail à risque. Bob Crow, le dirigeant du RMT, devrait quitter le comité de direction des Transports de Londres! Ce comité est l'instrument de collaboration de classes qui sape les capacités du syndicat à défendre ses propres intérêts.

A Islington, quartier du Nord de Londres, des membres de Day-Mer, l'organisation de solidarité turque-kurde, ont apporté des gâteaux et de la nourriture au piquet de grève des pompiers. Pendant la grève des mineurs de 1984-1985, les Noirs, les Asiatiques et d'autres minorités opprimées étaient parmi les plus fervents supporters du NUM [Syndicat national des mineurs] alors que ceux-là affrontaient avec leurs piquets de grève les briseurs de grèves et les flics. Contrairement aux soldats du rang, les flics sont tout simplement des mercenaires racistes et antisyndicaux. Quiconque est un menteur s'il prétend le contraire - des groupes comme le Socialist Workers Party (SWP) [organisation sœur de Socialisme par en bas en France] ou le Socialist Party [organisation sœur de la Gauche révolutionnaire], qui prêchent que les policiers sont des «ouvriers en uniforme» ou qui soutiennent les grèves de flics! Les Noirs, Asiatiques et Républicains irlandais ont une expérience de première main de la persécution de l'Etat et de ses flics racistes. A bas la «guerre contre le terrorisme» de Blair! La cible ultime de cet assaut en règle contre les libertés, qui vise de façon raciste les communautés de l'Asie du Sud et les musulmans, ce sont les syndicats - ils sont le véritable «ennemi intérieur» aux yeux de la bourgeoisie. Il faut mobiliser le mouvement ouvrier pour défendre les droits des immigrés et des demandeurs d'asile.

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés!

Blair ricane avec arrogance que si les pompiers obtiennent leur revendication de 40 % d'augmentation, d'autres ouvriers du secteur public voudront la même chose. Le gouvernement veut faire passer les pompiers pour membres des «professions libérales» et non pour des travailleurs manuels, afin de justifier le fait de donner encore moins aux travailleurs manuels et à ceux du secteur public, comme si ces travailleurs-là ne méritaient pas aussi un salaire décent. Pour commencer à se rapprocher du minimum nécessaire, les travailleurs municipaux et d'autres secteurs publics

doivent voir leur salaire doubler! Après des décennies de déclin capitaliste, la Grande-Bretagne est célèbre comme bastion d'exploitation de travailleurs sous-payés. Des centaines de milliers de travailleurs municipaux gagnent aujourd'hui moins de 5 livres sterling de l'heure [8 euros]; les deux tiers des employés municipaux ne gagnent pas plus de 13 000 livres par an [environ 1 600 euros par mois]. Les femmes et les immigrés gagnent encore moins. Cela montre la nécessité urgente pour les travailleurs municipaux et autres de faire le lien dans la lutte avec le FBU.

Dans le quartier Short Strand de Belfast [Irlande du Nord], des jeunes catholiques et protestants ont mis de côté leurs mots d'ordre communautaires pour rivaliser à qui allait applaudir le plus fort les pompiers en grève. Ceci démontre encore que la lutte prolétarienne peut surpasser cette division communautaire profondément enracinée. Nous nous battons pour l'unité révolutionnaire des luttes des ouvriers britanniques et irlandais! **Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques de l'Irlande du Nord!** Et au-delà des îles britanniques, la grève du FBU a aussi un écho. Les cheminots français ont promis la solidarité. La Uniformed Fire Fighters Association [Association des pompiers en tenue] de New York dit qu'elle va envoyer des piquets de grève en Ecosse. Ce syndicat, dont des centaines de membres sont morts en tentant de sauver des vies après l'attentat criminel contre le World Trade Center, fait face maintenant à des licenciements.

Blair n'a jamais caché son désir de rompre le lien de dépendance du New Labour envers les syndicats; il veut le refaçonner à l'image du Parti démocrate capitaliste américain. Mais les dirigeants syndicaux comme Andy Gilchrist, auxquels font écho les pseudo-socialistes du SWP, argumentent qu'il faut maintenir le lien syndical avec le Parti travailliste. La menace de Blair d'utiliser la manière forte avec l'armée et la police pour briser la grève devrait montrer de façon limpide qu'il est futile de faire pression sur le Parti travailliste. D'autres, comme le SP, ont condamné le Parti travailliste pour avoir rompu avec son «passé socialiste», qui est une fiction, et appellent à la constitution d'un nouveau «Old Labour» [Parti travailliste à l'ancienne] basé sur les syndicats. Cependant, c'était le Parti travailliste à l'ancienne qui avait appelé l'armée pendant la dernière grève des pompiers afin de faire appliquer le «contrat social», c'est-à-dire des baisses de salaires. Le même gouvernement de Wilson/Callaghan avait mis en place des «tests de virginité» racistes pour les femmes asiatiques à l'aéroport d'Heathrow. Neil Kinnock et les dirigeants du TUC avaient poignardé la grève des mineurs en 1984-1985, offrant à Thatcher sa plus grande victoire et pavant finalement la voie à Blair. Et le Parti travailliste a poursuivi les intérêts de l'impérialisme britannique à l'étranger, soutenant les deux guerres impérialistes ainsi que la guerre de Corée. Les gouvernements travaillistes ont mené une politique coloniale sanguinaire en Inde et au Proche-Orient, assassiné ouvriers et paysans en Malaisie et en Grèce au cours de guerres contre-révolutionnaires après la Deuxième Guerre mondiale, et envoyé les troupes en Irlande du Nord en 1969. Il nous faut un parti qui soit non seulement basé sur la classe ouvrière mais qui représente les intérêts de classe fondamentaux de la classe ouvrière, depuis la défense des ouvriers et des minorités opprimées ici jusqu'à la solidarité anti-impérialiste avec nos frères et sœurs de classe dans le monde.

Suite page 15

Workers Hammer

Publication de la
Spartacist League/Britain

**Abonnement
pour un an
(4 numéros) : 5€
incluant
Spartacist
(édition anglaise)**

Ecrire au :
Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris cedex 10



Irak...

Suite de la page 2

sous l'égide du président « socialiste » Mitterrand? **Troupes françaises, hors de Côte d'Ivoire, hors d'Afrique, hors des Balkans!** Les troupes françaises sont en Côte d'Ivoire pour défendre la mainmise sur l'économie du pays par des capitalistes essentiellement français, comme Bouygues, Bolloré etc., de même que les marines américains interviennent en dernier ressort pour garantir les investissements à l'étranger d'Exxon et autres compagnies américaines « multinationales ». En fait la « mondialisation » n'est pas quelque chose de nouveau, ce n'est qu'un nouveau mot pour le capitalisme à l'ère impérialiste, que Lénine avait déjà analysé il y a presque cent ans pour essayer d'organiser la révolution dans le monde entier contre lui. Lénine écrivait que, pour garantir les profits de ces entreprises, « il existe des comités nationaux de millionnaires, appelés gouvernements, qui sont dotés d'une armée et d'une marine de guerre et qui "installent" dans les colonies et semi-colonies les fils et frères de "Monsieur Milliard", en qualité de vice-rois, de consuls, d'ambassadeurs, de fonctionnaires de toutes sortes, de prêtres et autres sangsues ». L'impérialisme n'est pas une mauvaise politique qu'on pourrait infléchir en faisant pression dans la rue ou au parlement, mais un système sanglant d'exploitation et d'oppression qu'il faudra renverser par une révolution ouvrière.

La presse française, et surtout la presse de gauche comme *l'Humanité*, a fait grand bruit autour de l'action française à l'ONU cet automne pour brider les plans américains. Quelle sinistre farce! Le calendrier des opérations militaires est dicté non par le passage d'une résolution à l'ONU mais par le planning du déploiement militaire, et par les conditions climatiques locales qui pointent vers un début des opérations en janvier ou février. En fait l'impérialisme français cherchait à négocier avec les USA pour préserver les intérêts pétroliers français dans l'Irak de l'après-Saddam Hussein. Cela permettait aussi de donner un os à ronger à la loyale opposition du PCF (et de ses suivistes de la LCR) à l'intérieur du pays, en prévision des attaques à venir contre les ouvriers ici; le coup de l'ONU des Français a permis aux Américains de gagner le temps et la légitimité nécessaires pour leur guerre. Comme l'écrivait un commentateur bourgeois dans *l'International Herald Tribune* (12 novembre 2002):

« Dès le début les Américains avaient reçu des indications claires de la France qu'elle ne s'opposait pas au bout du compte à l'usage de la force militaire contre le régime de Saddam Hussein. Et dès le début aussi les Américains étaient convaincus que la France voyait la situation comme une occasion pour restaurer le statut international diminué du pays et renforcer sa position au Proche-Orient, principalement aux dépens des Allemands, qui s'étaient placés comme le principal acteur diplomatique de l'Europe continentale ces deux dernières années. »

En fait l'impérialisme français peut se vanter d'avoir joué un rôle crucial pour amener *l'unanimité* au Conseil de sécurité derrière la résolution américaine, qui servira de couverture officielle pour la guerre à venir. L'ONU n'a rien d'un organisme international chargé de faire entendre la raison aux cowboys de Washington. Ses décisions reflètent en réalité les rapports de forces internationaux, c'est-à-dire la domination et le pillage de quelques puissances sur le reste du monde, au premier chef aujourd'hui les Etats-



Pascal Rossignol/Reuters

Calais, 14 novembre 2002 : opération policière contre 99 Kurdes et Afghans sans papiers, à l'instigation du maire PCF de la ville Jacky Hénin

Unis, et les rivalités entre ces puissances. C'est l'ONU qui avait présidé à la partition de la Palestine en 1947 et à la création de l'Etat sioniste d'Israël. La dernière guerre du Golfe contre l'Irak avait eu lieu avec la sanction officielle de l'ONU, qui depuis a maintenu pendant douze ans un embargo meurtrier contre l'Irak. Les inspecteurs du « désarmement » sont de vulgaires espions chargés d'inventorier les installations militaires irakiennes en prévision des frappes impérialistes. D'ailleurs c'est dire la veulerie des dirigeants bourgeois arabes qu'ils se soient bousculés pour être en bonne place dans ces missions de « désarmement »! **Inspecteurs de l'ONU, dehors! A bas l'embargo contre l'Irak!** Comme l'écrivait Trotsky en 1932 à propos de la Société des Nations, le prédécesseur de l'ONU:

« La Société des Nations est la citadelle du pacifisme impérialiste. Elle représente une combinaison historique transitoire des Etats capitalistes, où le plus fort commande et achète le plus faible, et ensuite les deux rampent à plat ventre devant l'Amérique, ou essaient de résister [...]. Seuls les aveugles politiques, seuls ceux qui sont complètement désemparés ou qui corrompent délibérément la conscience du peuple, peuvent considérer la Société des Nations, de façon directe ou indirecte, aujourd'hui ou demain, comme un instrument de la paix. »

Les répercussions de la guerre en France

Maintenant que les impérialistes français (et américains) ont eu ce qu'ils voulaient à l'ONU, il est clair que Chirac a commencé à préparer la mobilisation politique de la population ici pour une participation à la guerre. *Le Monde* (1^{er} janvier) citait le ministère de la guerre: « Les armées françaises prendront leur part des événements le moment venu ». La chaîne de télévision gouvernementale France 2 a organisé toute une soirée le 26 décembre à la gloire du porte-avions Charles-de-Gaulle, qui d'ici fin janvier sera fin prêt pour appareiller pour le Proche-Orient. Michel Drucker a montré des matelots, dont certains d'origine maghrébine, qui disaient « On travaille pour la France, on travaille pour la paix »; Drucker avait même mobilisé pour l'occasion le chanteur de raï Cheb Mami, qui a déclaré que c'était pour lui « un honneur de chanter la paix sur un porte-avions qui maintient la paix » (*le Monde*, 28 décembre 2002). En fait le Charles-de-Gaulle revenait à peine de l'océan Indien où ses avions ont participé à un massacre

LO parle de « Vigipirate » pour... soutenir des agents de sécurité

Depuis le renforcement de Vigipirate par Jospin en septembre 2001 nous interpellons LO sur leur silence sur cette question. Lors de la réunion du « Cercle Léon Trotsky » du 8 novembre dernier, une des questions de notre intervenante était : « Que dites-vous sur Vigipirate qui fait régner la terreur dans les banlieues à forte composante immigrée ? » Le représentant de LO a répondu en partie que « sur le plan Vigipirate, vous savez, il n'y pas que dans les quartiers que c'est subi, c'est subi aussi dans les entreprises, en particulier sur les aéroports et je peux vous dire que là aussi, dans les bulletins dans les aéroports on est bien obligé de s'exprimer là-dessus assez régulièrement ».

Effectivement, LO a mentionné le mot « Vigipirate » auparavant dans leur journal... dans un article titré « Aéroports parisiens : La mobilisation des agents de sécurité ». LO y écrit :

« En outre, les consignes de sécurité que les agents sont censés appliquer sont de plus en plus difficiles à respecter. Les mesures liées au plan Vigipirate ayant été reconduites, ils devraient théoriquement inspecter un bagage à main sur deux. Mais étant donné le manque de personnel, ils n'arrivaient jusque-là à en contrôler qu'un sur trois. »

– *Lutte Ouvrière*, 12 juillet 2002

En d'autres termes LO proteste contre Vigipirate parce que cela fait plus de boulot pour les flics et les agents de sécurité, pas parce que c'est un plan de harcèlement policier raciste, notamment contre les personnes d'origine maghrébine ! Les agents de sécurité dans les aéroports sont souvent issus de l'immigration et mal payés, mais leur rôle c'est

d'agir en tant qu'auxiliaires de l'Etat bourgeois – même si c'est à l'échelon le plus bas. Leur boulot, c'est de défendre la propriété de l'aéroport, de « vérifier » l'identité des travailleurs et d'identifier tout passager ou travailleur « suspect » pour les livrer aux flics. Ce ne sont pas des travailleurs, et nous disons : **Flics et agents de sécurité, hors des syndicats !** La ligne de LO sur Vigipirate va de pair avec leur position de soutien aux manifs de flics en novembre 2001 (voir *le Bolchévik* n° 158, hiver 2001-2002).

LO dénonce fréquemment les attaques contre les sans-papiers maintenant que la droite est au pouvoir, mais on voit leur indifférence à l'oppression raciste avec Vigipirate et avec leur soutien aux agents de sécurité, qui est la conséquence directe de leur perspective de **collaboration de classes**. LO cherche des alliés auprès de l'Etat bourgeois et non du côté des couches les plus vulnérables de la classe ouvrière : les immigrés, les Noirs, les femmes et les jeunes. Nous nous opposons à toute espèce d'augmentation des forces répressives de l'Etat bourgeois, qui visent en premier les immigrés et leurs enfants. Toute augmentation de la répression touche aussi la classe ouvrière, comme on peut le voir avec les badges de sécurité qui ont été retirés à 200 travailleurs des aéroports qui avaient des antécédents judiciaires (voir *le Monde*, 1^{er} janvier). La bourgeoisie utilise le racisme pour diviser et affaiblir la classe ouvrière, et pour défendre ses intérêts de classe, les travailleurs doivent s'opposer à la campagne de sécurité raciste qui va de pair avec la mobilisation pour la guerre. **A bas Vigipirate et toute la campagne de sécurité raciste !** ■

impérialiste sanglant en Afghanistan. Cette opération médiatique est typique de la cynique habileté de ce gouvernement de droite profondément réactionnaire et raciste, qui a nommé des ministres d'origine maghrébine alors que le front populaire de Jospin et du PC ne l'avait jamais fait.

La réalité, c'est que le gouvernement vient de renforcer une deuxième fois Vigipirate, un plan de quadrillage raciste des systèmes de transports dont Mitterrand était à l'origine pendant la première guerre du Golfe. Il multiplie les arrestations dans les ghettos à forte composante d'origine immigrée, comme la cité des 4 000 à la Courneuve, en les présentant comme des « repères de terroristes » (la preuve : une bonbonne de gaz vide et quelques produits chimiques en vente libre). C'est cela la face domestique des préparatifs de guerre : la population d'origine maghrébine est désignée comme une « cinquième colonne » traître, truffée de « terroristes islamiques », par une bourgeoisie qui n'a toujours pas digéré sa défaite pendant la guerre d'Algérie. Un jeune ingénieur électronicien à Aéroports de Paris, Saïd, s'est vu retirer le badge de sécurité qu'il lui faut pour travailler, pour la seule raison qu'il avait eu l'imprudence de déclarer aux flics qu'il était musulman pratiquant (*Libération*, 23 décembre 2002) – par contre, si vous êtes catholique pratiquant vous avez des chances d'entrer dans le conseil de la famille du gouvernement ! Derrière cette campagne contre les immigrés et leurs enfants c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Il est nécessaire de mobiliser la classe ouvrière en défense de ses frères de classe les plus vulnérables. **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas Vigipirate !**

La guerre contre l'Irak aura un impact beaucoup plus profond ici que la dernière guerre des Balkans étant donné l'énorme population d'origine maghrébine/arabe qui s'identifie avec le peuple irakien. Le gouvernement et la « gauche » du PS et du PC, comme en 1991 lors de la guerre du Golfe, ont peur que les jeunes des banlieues descendent dans la rue. Cette question est d'autant plus explosive qu'elle se superpose aux massacres de Palestiniens, dont l'oppression épouvantable leur rappelle leur propre oppression et ségrégation dans la « douce France ».

Partout les classes capitalistes au pouvoir utilisent l'hystérie « antiterroriste » pour diviser les travailleurs et les empêcher de se battre pour eux-mêmes et les opprimés : aux USA les travailleurs du métro new-yorkais ont été traités de terroristes menaçant d'un djihad la population parce qu'ils voulaient lutter pour leurs propres intérêts. Blair a fait de même pour les pompiers britanniques. Dans toute l'Europe les luttes sociales se font plus intenses contre le démantèlement des acquis gagnés par les ouvriers depuis des dizaines d'années. Les grèves et manifestations des Fiat se succèdent en Italie. En Allemagne le chancelier Schröder est au plus bas dans les sondages à peine quelques mois après sa réélection, acquise grâce à son opposition à la guerre américaine ; la grève qui menace dans la fonction publique pourrait aggraver les difficultés du gouvernement social-démocrate/vert.

Ici le gouvernement prépare une attaque imminente contre les retraites. La classe ouvrière est prête à combattre : il y a déjà eu de grosses mobilisations dans le secteur public notamment, avec des actions massives à EDF, où les

bureaucrates de la CGT ont été forcés pour le moment, sous la pression de leur base, de refuser de signer les accords qui démantèlent leurs acquis sur les retraites. Il y a eu aussi la manifestation SNCF/services publics du 26 novembre, et aussi les barrages des routiers. Les routiers ont été trahis par les bureaucrates, au moment où ils étaient confrontés à une répression féroce de la part de l'Etat bourgeois, les flics et l'armée intervenant sur les piquets des routiers pour saisir les permis de conduire, ce qui signifie le licenciement immédiat pour ces travailleurs.

Les routiers ont été trahis par les bureaucrates de FO, pendant qu'à la SNCF le 26 novembre c'est la CGT qui appelait à briser l'appel à la grève de FO (avec l'aide de la LCR qui dans un éditorial de *Rouge*, le 21 novembre 2002, accusait FO d'ultrasectarisme). Quant à SUD, son développement contribue à aggraver encore plus le morcellement des syndicats en chapelles politiques. Aujourd'hui les syndicats n'organisent qu'une minorité de la classe ouvrière; surtout en France où le taux de syndicalisation serait de l'ordre de 8 ou 9 %. Comme l'écrivait Trotsky dans «Communisme et syndicalisme» (octobre 1929), «la question des relations entre le Parti, qui représente le prolétariat tel qu'il devrait être, et les syndicats qui représentent le prolétariat comme il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire». Il faut construire les syndicats, en tant qu'organisations de défense, sur la base la plus large possible, afin d'avoir une unité *maximum* de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes. Cette lutte est directement liée à la lutte pour une direction communiste dans les syndicats, sur la base de notre programme, contre les éléments pro-capitalistes et centristes qui reflètent et transmettent la politique de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. Parallèlement le parti communiste d'avant-garde a pour tâche de *rendre plus aiguës les divergences* entre les tendances politiques rivales afin d'amener les travailleurs à une conscience communiste et à rassembler les cadres, par des scissions et des regroupements, dans un parti léniniste. Le but de ce parti est de mener les ouvriers à la prise du pouvoir d'Etat.

Les pablistes de la LCR, et LO de même, se prononcent pour un nouveau décembre 1995, mais cette fois-ci «tous ensemble» avec le privé. Pour mobiliser le privé il faut s'adresser frontalement à la question du racisme qui divise



Le Bolchévik

Manifestation à Paris, 12 octobre 2002. Dire «non à la guerre» n'est pas suffisant, il faut défendre l'Irak néo-colonial contre l'attaque impérialiste et lutter pour une révolution ouvrière ici.

et paralyse les travailleurs, étant donné la forte proportion d'ouvriers d'origine immigrée dans de nombreux secteurs de l'industrie (voir par exemple la lettre que nous avons publiée dans *le Bolchévik* n° 161 sur les travailleurs du bâtiment). Mais en décembre 1995 tous ces groupes avaient refusé de s'opposer à Vigipirate. Encore il y a un an LO avait soutenu les mobilisations réactionnaires de flics, en pleine campagne sécuritaire raciste du gouvernement PS/PC/Verts. Avec leur silence sur Vigipirate, c'est cela qui nous avait empêchés de donner à LO un soutien critique pendant les élections présidentielles, car cela montrait que leur posture d'opposition au gouvernement Jospin et leur refus de voter pour lui (à la différence de la LCR) n'était que des discours du dimanche vides de tout contenu réel. Aujourd'hui LO tient un langage moins grossier, parce que c'est maintenant un gouvernement de droite. Mais ils restent toujours pratiquement silencieux sur Vigipirate (voir page 9). Quant à la LCR, ils viennent de voter Chirac sous couvert d'opposition à Le Pen, et maintenant ils pourraient offrir une alternative «100 % à gauche» à Chirac?

Ces groupes cherchent à gagner de l'influence dans la classe ouvrière en tirant parti de la déconfiture du PCF, qui est mortellement malade de la chute de l'Union soviétique, et maintenant des cinq ans passés dans le gouvernement anti-ouvrier et raciste de Jospin. La direction du PCF essaie de faire oublier ses crimes en faisant porter le chapeau à... leur prédécesseur, Georges Marchais; ils mettent en cause le programme commun de 1972 qui avait conduit au gouvernement de front populaire de Mitterrand de 1981; certains dénoncent même, vingt ans plus tard, le chauvinisme du mot d'ordre «Produisons français» et du «bulldozer de Vitry», lancé par le maire PCF contre un foyer de travailleurs maliens en décembre 1980 (voir *l'Humanité* du 16 décembre 2002). Mais ce sont des maires PCF ou apparentés qui *aujourd'hui* appellent la police de Sarkozy, à Calais contre des sans-papiers, ou à Choisy-le-Roi et Vaulx-en-Velin contre les Roms!

Comment stopper la guerre ?

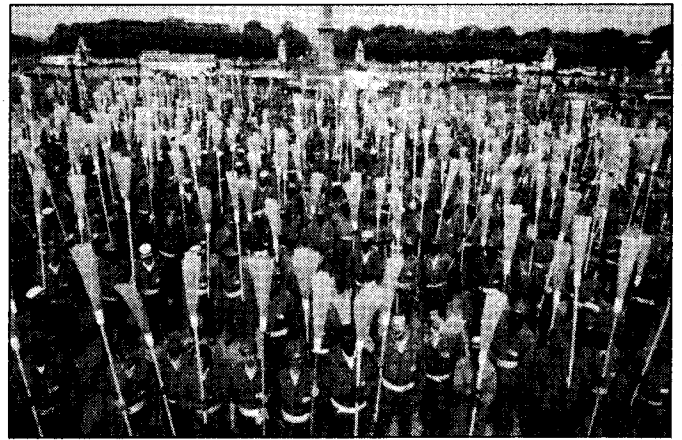
Comme nous le disions dans notre déclaration internationale sur l'Irak (23 octobre 2002), «s'opposer à l'impérialisme américain, c'est correct, mais prétendre que les impérialistes européens sont plus bienveillants et progressistes que leur rival américain, ce n'est que du vulgaire social-chauvinisme». C'est pourtant cela que ne cesse de faire le PCF, et la LCR derrière lui. Le PCF est allé jusqu'à s'abstenir au parlement sur le vote du budget du ministère des Affaires étrangères, pour montrer comment il ne s'oppose pas à la politique extérieure de Chirac. La LCR a fait quelques commentaires désobligeants sur cette trahison du PCF, mais leur politique est fondamentalement tout aussi chauvine. En octobre la LCR a signé, ensemble avec le PCF, un appel aux chefs de gouvernements européens (lire: Chirac), dont «beaucoup sont opposés à cette guerre», «pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU». Plus récemment, *après* que Chirac avait mené à bon port les manœuvres US à l'ONU, la LCR, son organisation de jeunesse la JCR, les cliffistes de Socialisme par en bas, etc., se sont joints au PS, au PCF et aux Verts et chevènementistes bourgeois (pratiquement tous les partis du front populaire de Jospin qui ont mené la guerre impérialiste dans les Balkans en 1999 et en Afghanistan en 2001) pour signer un appel à la manifestation du 14 décembre

prônant l'unité avec Chirac contre Bush: «Tous ensemble, nous pouvons empêcher cette guerre! Les autorités françaises et le parlement doivent utiliser tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher la guerre contre l'Irak». Vraiment, la LCR mériterait plutôt le nom de Ligue chiraquiste républicaine!

Bien sûr beaucoup de militants de la LCR, et surtout de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), ne partagent pas ce chauvinisme avéré. La JCR a publié une brochure contre la guerre qui parle de révolution, de luttes «avec la force de grèves pour bloquer la société, qui pourront arrêter le gouvernement sur l'ensemble des facettes de sa politique». La JCR dénonce les lois répressives, y compris Vigipirate renforcé par Jospin, et proclame: «Car, même si nous souhaitons la défaite de toutes les opérations impérialistes qui ont lieu actuellement sur la planète, notre première tâche [sic] en France est de mettre à genoux, par une mobilisation, Chirac et le gouvernement en freinant leur envie de faire la guerre derrière les Etats-Unis.» Mais comment empêcher cette guerre? «Nous devons construire un large front contre la guerre», nous enseigne la brochure de la JCR. Et c'est justement cette stratégie qui a amené la même JCR à faire alliance avec les sociaux-chauvins du PCF et du PS pour signer des appels à Chirac. D'une pirouette, les soi-disant farouches ennemis de Chirac nous ramènent dans son sillage. On ne peut pas faire alliance avec sa propre bourgeoisie et en même temps prétendre lutter contre elle! Comme l'écrivait Lénine dans *le Socialisme et la guerre* (1915):

«L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la scission du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque en fait, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à "sa" bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.»

C'est exactement le contraire de ce que prône la LCR qui se prend à rêver, ensemble avec l'ex-parti gouvernemental italien de Rifondazione comunista (RC) où sont complètement dissous leurs camarades italiens, à une «Europe démocratique» avec une «gauche alternative européenne». Les dissidents dans la LCR, que ce soit la JCR ou le courant Débat militant (ex-Voix des Travailleurs), avec leur blabla occasionnel contre l'ONU, voire contre le vote Chirac pour Débat militant, servent en fait de caution à Kri-



J. Chatin/Urba Images

Manifestation des balayeurs en grève à Paris contre la mairie PS, octobre 2002

vine, pour tenir ensemble les jeunes radicaux derrière les aspirants ministres de la LCR. Yvan Lemaitre, le gourou de Débat militant, vitupère contre le «gauchisme» quand «les révolutionnaires se pensaient en opposants, en aile critique du mouvement ouvrier réel par rapport auquel ils étaient marginalisés» (lettre n° 21, 29 novembre 2002); la «révolution» à laquelle Lemaitre appelle maintenant n'est plus qu'une révolution dans les têtes, au nom de la démocratie: «La question de la démocratie est au cœur de cette révolution culturelle». C'est exactement le mensonge de la «mort du communisme» qu'ont diffusé les Furet et Courtois avec le *Livre noir du communisme*, mettant au pinacle la démocratie bourgeoise comme un principe qui transcende tout, et décrivant le communisme et le fascisme comme des systèmes totalitaires équivalents (voir notre article sur le *Livre noir*, paru dans *Spartacist*, édition française n° 32, printemps 1998). La LCR camoufle même maintenant son vote pour Chirac en le présentant comme la «révolution anti-Le Pen». Avec de tels «révolutionnaires» pour voler au secours de la «démocratie», qui n'est rien d'autre que la *dictature de la bourgeoisie*, il faut vraiment une nouvelle direction à la classe ouvrière!

En d'autres termes, le «large front» auquel appellent les JCR, loin de favoriser la lutte contre la guerre, nous enchaîne aux fauteurs de guerre eux-mêmes. Pour lutter contre la guerre, il faut *tout d'abord, pour commencer*, lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière contre son ennemi, la classe capitaliste fautive de guerre. C'est ce «détail» qu'a «oublié» la JCR, car pour elle on peut lutter pour modifier la politique de l'impérialisme français et la rendre plus pacifique, plus social-démocrate («démocratique et sociale», dit la LCR). Mais en fait, de dire même «non à la guerre» n'est pas suffisant, car cela revient implicitement à mettre sur le même plan l'armada impérialiste avec l'Irak néo-colonial, les oppresseurs avec leurs victimes. Non seulement il faut prendre le côté militaire des victimes de l'impérialisme en défendant l'Irak, mais il faut avoir une perspective révolutionnaire. Lénine écrivait:

«Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte *révolutionnaire* que la revendication de la paix prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme *marxiste* fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expli-

BOLCHEVIK

A bas l'embargo de famine de l'ONU!

Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste des USA et leurs alliés!

Déclaration de la Ligue communiste internationale

(23 octobre 2002)

10 cents

441 Communisme

442 Internationalisme

443 Révolution

444 Socialisme

445 Démocratie

446 Liberté

447 Égalité

448 Justice

449 Paix

450 Solidarité

451 Fraternité

452 Amour

453 Respect

454 Tolérance

455 Honnêteté

456 Simplicité

457 Pureté

458 Modestie

459 Humilité

460 Modération

461 Sagesse

462 Prudence

463 Fermeté

464 Courage

465 Force

466 Endurance

467 Persévérance

468 Constance

469 Fidélité

470 Loyauté

471 Intégrité

472 Rectitude

473 Sincérité

474 Transparence

475 Authenticité

476 Originalité

477 Créativité

478 Innovation

479 Dynamisme

480 Proactivité

481 Initiative

482 Responsabilité

483 Engagement

484 Dévouement

485 Abnégation

486 Sacrifice

487 Dévotion

488 Piété

489 Réverence

490 Vénération

491 Respect

492 Admiration

493 Estime

494 Reconnaissance

495 Gratitude

496 Amour

497 Affection

498 Attachement

499 Fidélité

500 Amour

quant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la II^e Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et *contre* eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une guerre sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes. »

C'est parce que Lénine avait tracé une telle perspective dès le début de la Première Guerre mondiale, que trois ans plus tard les bolchéviks ont pu mener les ouvriers russes à la victoire: les ouvriers révolutionnaires, créant leurs propres organes de pouvoir basés sur les conseils d'ouvriers et de soldats (soviets), liquidèrent l'Etat bourgeois, mirent un terme à la guerre impérialiste, aidèrent les paysans à saisir les terres des propriétaires fonciers, libérèrent les nations qui étaient opprimées dans la prison des peuples tsariste, et exproprièrent la bourgeoisie (voir notre article en page 16). Nous nous réclamons de cette révolution, qui secoua le joug impérialiste dans le monde entier, provoquant une série de révolutions ailleurs et les luttes de libération nationale dans les colonies. Nous avons défendu les acquis de la Révolution russe jusqu'au bout, malgré la bureaucratie stalinienne qui en 1924 a usurpé le pouvoir politique des mains des ouvriers révolutionnaires de l'Union soviétique et a commencé à trahir le programme internationaliste révolutionnaire, les objectifs et les méthodes du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky.

La contre-révolution capitaliste en Union soviétique a conduit à l'intensification des déprédations impérialistes partout dans le monde, que ce soit la guerre en Irak, l'écrasement sanglant de l'*intifada*, ou les attaques de plus en plus profondes contre tous les acquis de la classe ouvrière et les droits démocratiques de tous en Europe de l'Ouest et ailleurs. Même le nouveau document de conférence de LO insiste, correctement, sur l'impact catastrophique de la destruction de l'URSS, à tous les niveaux de la politique internationale. Ils « oublient » juste de mentionner comment ils ont passé toute la guerre froide des années 1980, malgré quelques bémols, à soutenir les mêmes forces contre-révolutionnaires qu'embrassaient avec enthousiasme les pablistes et les cliffistes. La majorité de LO continue grotesquement à traiter la nouvelle classe capitaliste russe de « mafia bureaucratique-criminelle », niant que la contre-révolution ait décisivement amené au rétablissement du pouvoir d'une classe capitaliste. Ils couvrent ainsi leur propre rôle quand Eltsine a pris le pouvoir il y a un peu plus de 10 ans (voir notre polémique parue dans *le Bolchévik* n° 153, été 2000).

Notre défense de l'Irak est entièrement conditionnée par l'attaque impérialiste (nous étions défaitistes des deux côtés pendant la guerre Iran-Irak des années 1980). Notre position de *défensisme révolutionnaire* de l'Irak signifie que nous défendons un pays néo-colonial contre une attaque impérialiste. Nous cherchons par là à frayer la voie à la classe ouvrière et aux peuples opprimés d'Irak pour renverser le gouvernement capitaliste meurtrier de Saddam Hussein. De l'autre côté nous essayons, avec notre défensisme révolutionnaire de l'Irak, de montrer au prolétariat dans les pays impérialistes qu'il doit

rompre avec le front national patriotique, et comprendre que toute défaite militaire de sa « propre » bourgeoisie favorise les luttes de classe contre celle-ci.

Par contre notre défense militaire de l'Union soviétique était inconditionnelle: nous défendions les acquis de la propriété collectivisée contre l'impérialisme et la contre-révolution quelle que soit la politique des bureaucrates staliniens. Aujourd'hui nous défendons de même les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés nord-coréen, chinois, vietnamien et cubain qui sont en grand danger: après l'Irak, c'est la Corée du Nord, et derrière la Chine, qui sont les prochaines victimes désignées de la guerre contre l'« empire du mal » décrétée par Bush. La classe ouvrière internationale doit défendre le droit des Etats ouvriers déformés à posséder des armes nucléaires pour se défendre contre les criminels de guerre impérialistes. Des héritiers de Mao à la direction du Parti communiste chinois ont non seulement apporté leur soutien à la guerre impérialiste contre l'Irak, mais ont annoncé encore une fois leurs intentions contre-révolutionnaires au récent congrès du PCC. Cependant, pour que le capitalisme soit restauré, il faudra que la classe ouvrière chinoise, qui multiplie les actions contre ces mesures de marché, soit vaincue. La partie n'est pas jouée et l'alternative est posée de façon brûlante: contre-révolution capitaliste ou révolution politique ouvrière? Nous luttons pour que les ouvriers chinois se dotent du parti qui dirigera une telle révolution politique (voir notre article en deux parties dans *le Bolchévik* n° 160-161).

Les magouilles de l' « extrême gauche » française

Toute la politique de la LCR, dans la foulée du succès médiatique et électoral de Besancenot aux élections présidentielles, est tendue vers la perspective de rentrer dans un gouvernement pour administrer l'Etat de l'impérialisme français (voir notre article « Fête de l'*Humanité*: La LCR offre ses services au PCF et à la bourgeoisie », paru dans *le Bolchévik* n° 161, automne 2002); leurs « conditions » se résument à ce qu'un tel gouvernement se prétende un tant soit peu « anticapitaliste » - Mitterrand n'en disait pas moins dans les années 1970! En mai 2002 ils ont voté pour Chirac

Meeting public de la Ligue trotskyste de France

A Paris, mardi 18 février à 19h30

Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste !

Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(métro Rue des Boulets)

Série de cours marxistes

	A Paris : CICP, 18h30
21 janvier	La question nationale et les peuples interpénétrés, la question palestinienne
4 février	Le parti révolutionnaire, tribun du peuple
	A Rouen : Fac de lettres, salle A 206, 18h
5 février	L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme
19 février	La Révolution trahie et la défense des Etats ouvriers déformés
5 mars	La question nationale et les peuples interpénétrés, la question palestinienne

et ce n'était pas un « accident de parcours », comme se plaisent à penser certains membres de la LCR et surtout de leur organisation de jeunesse, qui détestent quand on leur montre les nombreuses preuves des aspirations gouvernementales des Krivine/Besancenot, complaisamment publiées par *l'Humanité*. Leur camarade brésilien Miguel Rossetto vient d'accéder au ministère du « développement agricole » du nouveau gouvernement capitaliste de Lula (voir *Le Monde*, 3 janvier), c'est-à-dire qu'il sera chargé d'amadouer la colère des millions de paysans sans-terre et les empêcher de saisir les terres des latifundistes, si nécessaire avec l'aide de la police militaire qui régulièrement commet des massacres de dizaines de paysans.

Comme Marx, nous pensons que l'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme *d'oppression* d'une classe par une autre ; en l'occurrence, l'Etat capitaliste c'est la dictature de la bourgeoisie contre le prolétariat, que celle-ci revête des oripeaux démocratiques ou non. L'armée française, celle que la LCR a appelé en 1999 à s'orner d'un casque bleu pour intervenir dans les Balkans, ou plus récemment sous forme de « force d'interposition internationale » en Palestine, ne peut pas servir à défendre les Kosovars ou les Palestiniens opprimés, mais seulement les intérêts de la classe bourgeoise française. Et la police, les matons, sont par excellence les chiens de garde à l'intérieur du pays de cet ordre bourgeois. Les flics, dont la LCR revendique la syndicalisation (*Rouge*, 13 décembre 2001), ne sont pas des « travailleurs en uniforme » ! Nous luttons pour un gouvernement *ouvrier* révolutionnaire basé sur des soviets (conseils ouvriers) pour exproprier la bourgeoisie et étendre la révolution au monde entier !

Le groupe Socialisme par en bas (Speb), qui annonce à tout le monde son intention de se liquider loyalement dans la LCR, a affirmé son opposition au vote Chirac l'année dernière, mais, alors qu'ils faisaient campagne pour Arlette Laguiller au premier tour des élections, ils se sont jetés dans les bras de la LCR pro-Chirac dès que Laguiller s'est opposée au vote Chirac. Et ils ont signé les mêmes appels que la LCR à Chirac. Tu parles d'un pôle de gauche dans la LCR ! Même la LCR peut les tourner en ridicule pour leur opportunisme sans bornes (ce qui ne devrait apparemment pas empêcher la LCR de les accueillir dans leurs rangs prochainement) :

« En quelques années, ainsi que vous l'indiquez, votre courant politique a multiplié les tournants politiques et organisationnels : d'abord le Manifeste contre le Front National et le MJS

(Mouvement de la Jeunesse Socialiste), puis un investissement massif dans ATTAC avec la volonté d'en « faire une organisation révolutionnaire ». Et puis, plus récemment, le soutien à la candidature d'Arlette Laguiller aux présidentielles, immédiatement suivi, après le 21 avril, d'une bataille pour « l'unité des révolutionnaires ». Pour chuter sur une conclusion qui ne va pas de soi : la demande d'intégration collective à la LCR ! »

– Lettre du Bureau politique de la LCR, publiée dans un « Bulletin de discussion » de Socialisme par en bas, juillet 2002

L'économisme de LO ou, à l'opposé, un tribun du peuple léniniste

Contrairement à la LCR, LO s'est opposée au vote Chirac, et elle n'a signé aucun des appels pro-impérialistes à Chirac sur la question de la guerre. Bien. Dans son discours de rentrée du mois d'octobre Arlette Laguiller a même parlé de défense du peuple irakien, une position qui a cependant promptement disparu lorsque ce discours a été publié dans *Lutte de classe* (novembre 2002). En fait ils se sont refusés à prendre position par écrit en défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste. Certains de leurs dirigeants disent même à leurs membres que nous défendons l'Etat irakien ce qui revient à soutenir Saddam. Si LO cherche à dénaturer nos positions c'est parce qu'ils sont obligés de dissimuler à leurs membres subjectivement révolutionnaires à quel point ils sont éloignés des principes léninistes dans un conflit militaire entre une coalition impérialiste et une petite nation. Lénine écrivait dans *le Socialisme et la guerre* :

« Si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres « justes », « défensives », *quel que soit celui qui commence*, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices. »

Quand nous sommes intervenus là-dessus contre LO au Cercle Léon Trotsky sur l'Irak le 8 novembre dernier, ils nous ont répondu oralement qu'ils défendraient le peuple irakien le jour où il serait attaqué. Autrement dit il faudra attendre que les bombes pleuvent pour voir LO mobiliser la population ici pour qu'elle prenne le côté de l'Irak. Sur ce point on peut citer LO contre LO : en décembre 1990, c'est-à-dire juste *avant* le début de la guerre du Golfe, ils avaient publié dans *Lutte de classe* leur récent document

Vient de paraître !

Les années noires :
James P. Cannon contre Max Shachtman
dans la Ligue communiste d'Amérique (CLA), 1931-1933

(en anglais)

Documents d'une lutte fractionnelle qui a pratiquement détruit le jeune mouvement trotskyste aux Etats-Unis. Inclut des lettres et documents, dont certains n'avaient jamais été publiés auparavant, de Trotsky, Cannon, Shachtman et autres figures clés de cette bataille. Introduction, glossaire, liste de références et index exhaustifs.

752 pages

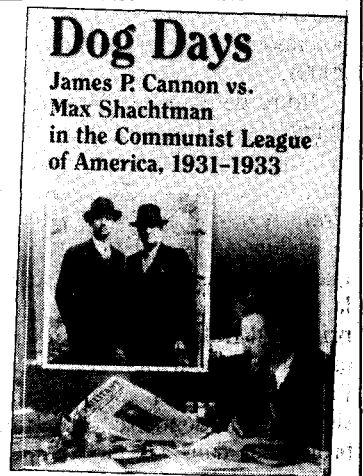
Broché : 20,50 €

Relié : 31,00 €

Frais de port : 3,20 €

Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris cedex 10



de conférence qui disait : « Dans ce conflit, nous sommes contre l'impérialisme et pour sa défaite, que son drapeau soit américain ou français, et pour la victoire de l'Irak. »

Quoi qu'il en soit, hier comme aujourd'hui, leur position face à la guerre se réduit dans leurs bulletins d'entreprise (c'est-à-dire leur propagande à la classe ouvrière, leur véritable ligne politique) à du vulgaire pacifisme bourgeois ou à de l'économisme. Depuis plus de six mois qu'il y a ce nouveau gouvernement réactionnaire, LO n'a pas mentionné une seule fois dans ses éditoriaux des feuilles d'entreprise la question de l'oppression raciste, qui est pourtant un aspect central des préparatifs de guerre contre l'Irak ! Dans les documents de leur conférence (voir *Lutte de classe*, décembre 2002), adoptés au mois de novembre avec une majorité de 98 ou 99 %, il n'y a rien non plus sur comment mobiliser la classe ouvrière contre la guerre ! Dans leur document sur la situation en France c'est à peine s'ils disent : « nous aurons à participer, comme nous l'avons fait l'an passé, à des mobilisations de catégories de travailleurs qui, comme les "sans-papiers", se défendent le dos au mur. » En réduisant les sans-papiers à une certaine « catégorie de travailleurs », et en faisant tout simplement disparaître la population d'origine immigrée avec des papiers, LO escamote à nouveau complètement la question de l'oppression raciste.

LO (et aussi la Gauche révolutionnaire avec son programme antiguerre « une seule solution : gêner leur économie ») réduit la question de la guerre à la lutte économique des travailleurs. Nous profitons au contraire des luttes des travailleurs, où la conscience des ouvriers change rapidement, pour chercher à *élargir* leurs conceptions à la nécessité d'une lutte politique contre l'oppression raciste, contre la guerre impérialiste et à la perspective d'une révolution socialiste. Dans *Que faire ?* (1902), Lénine écrivait :

« La tâche des social-démocrates [les révolutionnaires, à l'époque] ne se borne pas à l'agitation politique sur le terrain économique : leur tâche est de *transcender* cette politique trade-unioniste [syndicaliste] en une lutte politique social-démocrate, de *profiter* des lueurs de conscience politique que la lutte économique a fait pénétrer dans l'esprit des ouvriers pour *élever* ces derniers à la conscience politique *social-démocrate*. Or, au lieu d'élever et de faire progresser la conscience politique qui s'éveille spontanément, les Martynov [les LO de l'époque] se prosternent devant la spontanéité et répètent, répètent souvent jusqu'à l'écœurement, que la lutte économique "incite" les ouvriers à penser qu'ils sont frustrés de leurs droits politiques chez eux. Il est regrettable que cet éveil spontané de la conscience politique trade-unioniste ne vous "*incite pas*", Messieurs, à penser à vos tâches de social-démocrates ! »

Cette conscience « social-démocrate » (révolutionnaire, communiste) ne peut venir spontanément à la classe ouvrière, il faut pour cela un parti d'avant-garde, comme celui que Lénine avait forgé. LO refuse de faire cela, et



Rassemblement de dockers à Oakland, près de San Francisco, 27 juin 2002. Leur panneau dit : « Une attaque contre l'un c'est une attaque contre tous ! »

en cela leurs phrases occasionnelles que tout le système est pourri et qu'il n'est pas réformable, ne sont que des phrases car ils refusent de tracer la voie aux travailleurs vers une conscience plus large et vers la prise du pouvoir. Ceux qui prêchent qu'on peut réformer le système capitaliste (par exemple avec l'interdiction des licenciements, comme le fait LO), représentent un *obstacle* à la révolution. Ils empêchent le prolétariat de s'attaquer à la nécessité de détruire l'Etat capitaliste et de créer un nouvel Etat basé sur la classe ouvrière. Quand survient une crise véritable, où les directions traditionnelles sont discréditées, divisées, paralysées, etc., ce type de réformisme constitue la dernière défense de l'ordre capitaliste. En attendant il se trouve en travers de la route des ouvriers et des jeunes qui cherchent une issue à la misère capitaliste et le programme révolutionnaire du trotskysme authentique.

Pour la révolution permanente au Proche-Orient !

Pour mobiliser pleinement et efficacement les ouvriers et les travailleurs ruraux d'Irak contre l'impérialisme américain, il faut que le régime irakien soit renversé et remplacé par un gouvernement des conseils ouvriers et paysans (soviets) tel que celui qui fut créé par la Révolution bolchévique russe de 1917 sous la direction de Lénine et Trotsky. Aujourd'hui un parti léniniste-trotskyiste en Irak chercherait donc à combiner la lutte pour l'indépendance nationale contre le militarisme américain avec une révolution sociale contre les capitalistes et propriétaires terriens irakiens. Dans tout le Proche-Orient, les dirigeants arabes craignent qu'une invasion de l'Irak par les Etats-Unis ne déclenche de l'agitation sociale dans leur propre pays. Pendant ce temps-là, Israël continue d'écraser les Palestiniens et de réduire en miettes tous les fondements de la société dans les territoires occupés, rendant l'expulsion massive du peuple palestinien tout à fait possible. Les attentats-suicides palestiniens représentent une stratégie du désespoir le plus complet, et ils ne

servent qu'à pousser la population juive israélienne dans les bras de ses dirigeants sionistes. La Turquie craint que la destruction du régime de Saddam Hussein n'incite le peuple kurde opprimé en Irak – et aussi en Turquie – à se battre pour ses droits nationaux. Le Proche-Orient est un conglomérat disparate d'Etats artificiels dont les frontières ont été littéralement tracées par les impérialistes en fonction de leurs appétits coloniaux et notamment le contrôle des réserves pétrolières vitales. Nous écrivions dans la déclaration internationale de la LCI sur la guerre en date du 23 octobre 2002 :

« La domination impérialiste a renforcé l'arriération sociale et la répression brutale contre les femmes, les homosexuels, et les minorités ethniques et religieuses du Proche-Orient. C'est la "guerre sainte" antisoviétique des Etats-Unis en Afghanistan dans les années 1980 qui, conjuguée à la banqueroute du nationalisme arabe et les trahisons des partis communistes staliniens, a attisé la montée de l'intégrisme islamiste dans le Proche-Orient. Alors qu'en majorité le reste de la gauche suivait les impérialistes contre l'Union soviétique en Afghanistan, nous avons été les seuls à prendre le côté de l'Armée rouge contre les réactionnaires islamistes soutenus par la CIA. La présence soviétique apportait aux peuples afghans, et particulièrement aux femmes sous l'esclavage de la loi islamique et du voile, l'espoir de la libération. Nous proclamions : Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! Nous avons dénoncé la trahison de Gorbatchev lorsqu'il a retiré ses troupes d'Afghanistan et, avec prescience, nous avons mis en garde que ce retrait allait donner une impulsion à la contre-révolution. Nous faisons remarquer qu'"il vaut mieux combattre en Afghanistan qu'à Moscou".

« Il y a, dans les centres urbains du Proche-Orient, un prolétariat industriel moderne qui a la puissance sociale et l'intérêt de classe nécessaire pour transcender les divisions ethniques et religieuses et balayer l'ordre capitaliste. La tâche de l'heure est de faire prendre conscience au prolétariat de ses intérêts en combattant toutes les variantes du nationalisme, y compris le nationalisme "progressiste" de l'Organisation de libération de la Palestine, ainsi que les intégrismes religieux de toutes sortes. La clé pour ce faire est de forger une direction révolutionnaire basée sur le programme de la révolution permanente de Trotsky qui nous enseigne que : "Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour

les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes" (La Révolution permanente, 1929).

« Trotsky soulignait que "le sort ultérieur de la dictature [du prolétariat] et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale". Aujourd'hui au Proche-Orient, la lutte contre la guerre et la domination impérialiste, tout comme la lutte contre le pouvoir capitaliste oppressif des cheikhs et colonels despotiques ou des sionistes au pouvoir, ne peut pas se résoudre dans les limites d'un seul pays. Pour que le peuple palestinien obtienne justice, que les Kurdes gagnent sur l'émancipation nationale et que les femmes soient libérées du voile et de la charia (loi islamique), il faut balayer les intégristes moyenâgeux en Iran et au Soudan, les dictateurs sanguinaires de Syrie et d'Irak, les monarchies réactionnaires en Jordanie, en Arabie Saoudite et dans les Etats du Golfe et les assassins sionistes au pouvoir en Israël. **Forces US, de l'OTAN et toutes les forces impérialistes, hors du Proche-Orient ! Israël hors des territoires occupés ! Défense du peuple palestinien ! Pour une république socialiste du Kurdistan unifié ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**

« Ces batailles doivent être liées au combat pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés d'Europe, d'Amérique du Nord et au Japon. Dans les centres impérialistes, les ouvriers immigrés et leurs enfants représentent un pont vivant qui fait le lien entre la lutte de classe dans les métropoles et dans les ex-colonies et qui relie aussi les immigrés victimes de l'oppression raciale à la puissance du prolétariat dans son ensemble. Ce n'est pas avec la politique de compromission poussée par les sociaux-démocrates, les ex-staliniens et leurs suivistes de la soi-disant "extrême gauche" qu'on peut mener la lutte contre la guerre et contre l'oppression nationale et raciale. La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, un parti trotskyste internationaliste. C'est là la tâche à laquelle se consacre la Ligue communiste internationaliste. »

Seule la révolution socialiste peut arrêter la guerre impérialiste – Reforgez la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Pompiers...

Suite de la page 7

Il faut construire les syndicats sur la base industrielle la plus large possible pour porter au maximum l'unité de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes. En même temps, nous luttons pour forger un parti d'avant-garde communiste multiethnique dans le but d'approfondir les divergences entre les tendances politiques en compétition, afin d'élever la conscience des masses ouvrières. Un « parti de toute la classe » basé sur le lien syndical est l'antithèse de ce but. Au contraire, nous cherchons à rassembler les ouvriers les plus avancés et la jeunesse révolutionnaire dans un parti léniniste dont la perspective est de mener les ouvriers au pouvoir.

La bourgeoisie britannique et ses lieutenants du Parti travailliste ont mené à la ruine la base industrielle de ce pays, détruisant le gagne-pain de millions de personnes. Des pans entiers de la population du Pays de Galles, d'Ecosse et du Nord de l'Angleterre et ailleurs sont

condamnés au chômage permanent. La fermeture des usines textiles comme à Oldham et à Burnley a dévasté ces régions et les a transformées en terrain fertile pour la vermine fasciste. Il est possible d'entreprendre le renouveau de la vie économique et d'améliorer énormément la qualité misérable de la vie pour les ouvriers britanniques, mais pas dans le cadre du capitalisme. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas un programme « Old Labour » de nationalisations morceau par morceau, qui n'ont fait qu'enrichir les banquiers et les patrons, mais l'expropriation de toute la classe capitaliste par une révolution socialiste et l'établissement d'un gouvernement ouvrier – un gouvernement basé sur des conseils ouvriers, et non sur le parlement capitaliste. Un tel gouvernement enclencherait le renouveau de la vie économique par une économie collectivisée, y compris au moyen de quelques plans quinquennaux ambitieux, et se battraient pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, sur le chemin de la construction d'un monde socialiste.

Victoire pour les pompiers en grève !

– 19 novembre 2002

De la guerre à la révolution :

La Révolution russe d'octobre 1917

Nous reproduisons ci-après le texte revu pour publication d'une présentation faite lors de notre meeting du 7 novembre dernier, le jour du 85^e anniversaire de la révolution d'Octobre. A la fin du meeting les participants ont chanté l'Internationale et porté un toast à la révolution mondiale.

* * *

Dans son livre classique *l'Histoire de la Révolution russe*, Léon Trotsky, un des principaux dirigeants de la Révolution russe, disait que la révolution est un champ d'expérience gigantesque. Tous les exemples vivants que vous auriez voulu connaître pour la lutte de classe, vous pouvez les trouver dans l'essentiel de cette expérience. Pour nous, la Révolution russe n'est pas une question « historique » dans le sens académique. James P. Cannon disait que la Révolution russe n'est pas quelque chose que l'on considère ou que l'on rejette selon l'humeur du moment. Pour nous, la Révolution russe est une source vivante que nous utilisons pour nous guider dans notre travail actuel.

Cela pose la question : quels aspects de cette expérience nous intéressent aujourd'hui ? Tout d'abord, nous sommes ici ce soir un petit groupe de personnes dans un pays où il y a plusieurs groupes qui se disent révolutionnaires, voire même léninistes, et qui disent représenter l'héritage de la Révolution russe. Donc pourquoi faudrait-il considérer d'adhérer à un petit groupe comme nous ? Deuxièmement, il est tout à fait possible qu'il y ait très bientôt une guerre impérialiste contre l'Irak. En conséquence, je vous propose de garder en tête ces deux facteurs pendant cette présentation parce qu'il y a beaucoup à apprendre de la Révolution russe sur ces deux questions.

Les particularités de la Révolution russe

Pour regarder la Révolution russe et pour la comprendre nous devons tout d'abord considérer plusieurs caractéristiques particulières de la Russie pendant la période précédant la révolution.

Premièrement, la question agraire : il y avait plus de cent millions de paysans qui vivaient dans un état d'oppression féodale, souvent comme des esclaves, sans même avoir le droit de quitter les terres de leur seigneur féodal. Ils voulaient la terre dont ils avaient grand-soif.

Deuxièmement, il y avait un prolétariat jeune et combattif, qui était concentré dans d'énormes usines. Souvent, les ouvriers russes venaient juste d'arriver de la campagne et



Sans crédit

Lénine et Trotsky, les dirigeants de la Révolution russe, lors de son deuxième anniversaire à Moscou, le 7 novembre 1919

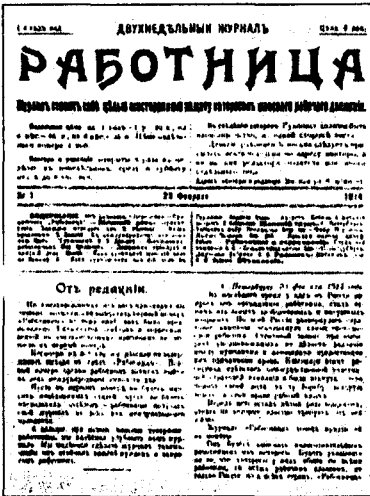
même s'ils avaient toujours l'odeur de la terre sur les mains, ils n'avaient pas le même niveau d'illusions « démocratiques » - c'est-à-dire réformistes - que par exemple les ouvriers anglais ou français. Mais il y avait les menchéviks, comme nous allons le voir dans une minute.

Troisièmement, et c'est très important pour nous aujourd'hui, il y avait une guerre, la Première Guerre mondiale, dans laquelle les ouvriers du monde n'avaient aucun intérêt dans la victoire de n'importe lequel des pays impérialistes. Mais néanmoins, l'aristocratie tsariste, c'est-à-dire la classe des grands propriétaires terriens, et la classe bourgeoise en Russie avaient réussi pendant les premières années de la guerre à donner un coup de fouet au sentiment patriotique parmi les ouvriers et paysans, pour les encourager à verser leur sang, à sacrifier leurs enfants et même leur propre vie pour que leurs oppresseurs puissent gagner et contrôler les marchés du monde pour s'enrichir et étendre leur capacité à opprimer plus les autres pays.

Aujourd'hui les impérialistes américains et leurs alliés sont en train de préparer l'attaque contre l'Irak. A l'époque les bolchéviks étaient pour la défaite de toutes les puissances impérialistes pendant la Première Guerre mondiale par des révolutions ouvrières. Mais l'Irak n'est pas une puissance impérialiste, c'est un pays néo-colonial où il faut combiner la lutte contre l'oppression impérialiste avec une révolution



VAAP



VAAP

Femmes manifestant à Petrograd en mars 1917 pour la journée de 8 heures. Banderole en arrière-plan : « Vivent les soviets de députés ouvriers ». Des manifestations de femmes ont été l'étincelle de la Révolution russe de 1917. Le journal bolchévique *Rabotnitsa* (l'Ouvrière) a joué un rôle crucial pour organiser les femmes et les rallier au Parti bolchévique.

socialiste contre les capitalistes et propriétaires terriens irakiens : nous, les spartacistes, sommes aujourd'hui pour la défense militaire de l'Irak contre les pays impérialistes qui le menacent et ça veut dire concrètement de développer une perspective de lutte de classe du prolétariat aux Etats-Unis, ici en France et dans tous les pays impérialistes. Et, comme les bolchéviks, nous utiliserons chaque défaite militaire ou échec subi par les impérialistes pour faire avancer la lutte de classe contre eux et pour essayer d'en profiter pour les renverser par la révolution prolétarienne.

Comme la Première et la Deuxième Guerres mondiales l'ont montré toutes deux, la guerre est la mère de la révolution. Je vous encourage très fortement à lire la déclaration internationale de notre parti, la LCI, parce qu'elle est imprégnée du même esprit d'internationalisme révolutionnaire avec lequel écrivait Lénine depuis son exil de Zurich pendant les premières années de la Première Guerre mondiale.

Le patriotisme était en Russie, comme il l'est toujours aujourd'hui, une idéologie pour tromper les opprimés afin qu'ils croient qu'ils ont les mêmes intérêts que leurs oppresseurs. C'est une idéologie qui assure la collaboration de classes entre les opprimés et ceux qui les oppriment, et cela n'a rien à voir avec l'idéologie révolutionnaire du marxisme qui comprend que les ouvriers n'ont pas de patrie et qu'ils doivent s'unir dans un combat contre toutes les bourgeoisies avec leurs frères de classe, tous les ouvriers du monde.

En Russie, pendant la guerre, il y avait les soi-disant socialistes – les menchéviks – qui diffusaient ce patriotisme, ce chauvinisme parmi les ouvriers. Ils avaient convaincu une couche des ouvriers qu'ils devaient soutenir leur propre bourgeoisie dans la guerre. Et pour rendre ce soutien plus concret, les menchéviks avaient convaincu une partie des ouvriers de participer aux «comités des industries de guerre» que la bourgeoisie avait établis pour améliorer «leur niveau de productivité» dans les industries militaires. Et, bien sûr, ça voulait dire plus de profits pour la bourgeoisie et plus de travail et d'exploitation pour les ouvriers ! Et, bien sûr, les menchéviks savaient exactement qui seraient les meilleurs représentants des ouvriers dans ces comités où on pouvait s'asseoir au coude à coude avec les patrons : c'était les menchéviks eux-mêmes !

Ca, ce n'était pas la position de Lénine et des bolchéviks. Comme les bolchéviks comprenaient que les ouvriers n'avaient aucun intérêt à la victoire de leur propre bourgeoisie et que l'ennemi principal des ouvriers russes

c'était les classes dirigeantes russes qui les opprimaient, ils étaient pour poursuivre la lutte de classe et, comme nous aujourd'hui, ils étaient préparés à utiliser chaque défaite militaire du gouvernement tsariste pour faire avancer la lutte révolutionnaire. Donc, ils luttèrent pour un boycott des élections à ces comités, pour préserver le principe de l'indépendance de la classe ouvrière. En prenant cette position, les bolchéviks étaient au début dans une petite minorité dans la classe ouvrière russe. Mais en défendant les intérêts propres de la classe ouvrière, les bolchéviks se sont trouvés très isolés et même plutôt désorientés par la pression de la vague de patriotisme.

Donc, ça c'était la situation à la veille de la Révolution russe. Sauf qu'il faut dire aussi qu'il y avait un autre facteur qui était important pour la révolution. Ce facteur c'était les soviets. Les soviets sont apparus pendant la Révolution russe de 1905 et ils étaient les organisations de masse des ouvriers, avec les délégués élus parmi les ouvriers eux-mêmes. Les soviets ont permis aux ouvriers de lutter ensemble contre la bourgeoisie, même s'il y avait des divergences politiques parmi les ouvriers. Ça c'est important, parce que la connaissance de cette «arme» que représentaient les soviets était vivante dans la mémoire de la classe ouvrière russe.

Les trois conceptions de la Révolution russe

On ne peut pas discuter les événements de la révolution elle-même sans être conscient des perspectives politiques qui se présentaient à la classe ouvrière comme perspective de lutte. Et essentiellement, il y en avait trois.

Il y avait la perspective des menchéviks, qui se basaient sur les couches les plus élevées de la classe ouvrière. Ils disaient que la Révolution russe avait comme perspective de renverser le tsarisme, d'écraser le système féodal dans le pays et d'établir la démocratie. Comme ce programme avait été accompli dans les pays les plus avancés comme la France et l'Angleterre par une révolution de la bourgeoisie, ça voulait dire – pour les menchéviks – que la Révolution russe serait une révolution bourgeoise, dirigée par la bourgeoisie. Le rôle de la classe ouvrière devrait être par conséquent de servir de force d'appoint à la bourgeoisie. Si vous voulez, c'était la justification derrière laquelle les menchéviks pouvaient se cacher pour se faire accueillir chaleureusement dans les salons des comités des industries de guerre ! (Personnellement, je ne sais pas s'ils buvaient au succès de

leurs décisions avec du bordeaux ou du champagne, mais la bourgeoisie russe était toujours plutôt francophile!) Mais la trahison des menchéviks avait une base matérielle parce que la bourgeoisie *était prête à «acheter» une couche supérieure des ouvriers avec des miettes du partage du monde après la guerre.*

La deuxième perspective était celle de Lénine et des bolchéviks; elle s'exprimait dans le mot d'ordre de la «dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie». Lénine comprenait que la bourgeoisie capitaliste russe était liée de mille manières aux propriétaires fonciers, et qu'elle s'opposerait par la force à l'expropriation de la grande propriété foncière. Comme l'écrivait Trotsky en 1939 :

«La conception de Lénine représentait un immense pas en avant, en tant qu'elle parlait, non pas de réformes constitutionnelles, mais du soulèvement paysan, considéré comme la tâche centrale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réelle de forces sociales qui pût conduire ce soulèvement à bonne fin. Le point faible de la conception de Lénine était, pourtant, la notion, contradictoire en soi, de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie". Lénine lui-même soulignait la limitation fondamentale de cette "dictature" quand, franchement, il l'appelait *bourgeoise*. Il voulait dire par là que, pour sauvegarder son alliance avec la paysannerie, le prolétariat serait forcé, dans la révolution imminente, de renoncer à poser immédiatement des tâches socialistes. Mais cela signifiait aussi que le prolétariat renoncerait à sa dictature. Il s'agissait au fond, par conséquent, de la dictature de la paysannerie, avec la participation des ouvriers.»

— «Trois conceptions de la Révolution russe»

Contrairement à celle des menchéviks, cette perspective avait l'avantage de prendre en compte l'importance de la question paysanne et de proposer un axe stratégique révolutionnaire contre la bourgeoisie. En plus, ce mot d'ordre mettait la Révolution russe dans un cadre internationaliste parce que les bolchéviks insistaient que la Révolution russe faisait partie de la révolution mondiale. Mais il y avait un problème, parce que le mot d'ordre présentait la classe ouvrière et la paysannerie comme des classes égales, c'est-à-dire que les paysans pouvaient être une classe révolutionnaire indépendante. Cette perspective était insuffisante au niveau théorique pour traiter avec la réalité révolutionnaire de la Russie de 1917, comme on va le voir.

Mais il y avait une autre perspective pour la Révolution russe. C'était celle de Trotsky et de quelqu'un d'autre qui s'appelait Parvus. Ils l'ont développée en examinant les leçons de la Révolution de 1905. Trotsky écrivait (*Bilan et perspectives*, 1906) :

«C'est seulement en tant que *force dominante et dirigeante* que la participation du prolétariat [à un gouvernement démocratique révolutionnaire] est hautement probable, et permise en principe. [...]

«Mais n'est-il pas possible que la paysannerie se débarrasse du prolétariat et prenne sa place? Non, cela est impossible. Toute l'expérience historique [...] montre que la paysannerie est absolument incapable d'assumer un rôle politique *indépendant*.

«L'histoire du capitalisme est l'histoire de la subordination de la campagne à la ville.»

La question c'était qui, de la bourgeoisie ou du prolétariat, les deux classes sociales urbaines fondamentales, aurait l'hégémonie politique sur la paysannerie. Trotsky poursuivait :

«La bourgeoisie russe abandonnera au prolétariat la totalité des positions de la révolution. Elle devra aussi lui abandonner l'hégémonie révolutionnaire sur les paysans.»

Mais une fois au pouvoir la classe ouvrière, pour défendre la révolution, ne pourrait pas s'arrêter aux revendications «démocratiques», mais devrait attaquer la propriété privée pour vaincre la réaction. Ca veut dire que seule une dictature du prolétariat serait capable de supprimer la réaction. Mais, comme Trotsky l'a noté, parce que la paysannerie n'est pas fondamentalement contre la propriété privée, elle resterait une menace contre la propriété socialisée jusqu'à ce que l'extension de la révolution aux pays avancés permette la survie de la révolution contre la dégénérescence.

Donc, c'étaient les trois perspectives qui étaient avancées dans le mouvement ouvrier russe au début de l'année 1917.

Donc, que s'est-il passé?

La révolution de Février

La question de la guerre est centrale. La classe ouvrière était de plus en plus en colère contre la bourgeoisie russe pour les pertes énormes en vies humaines gaspillées dans la guerre. Les profits augmentaient alors que des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans tombaient sur les champs de bataille. La colère grandissait, et personne ne savait quand l'explosion arriverait. Ce sont les ouvrières qui ont ouvert les vannes. Le 23 février c'était la Journée internationale des femmes selon le vieux calendrier russe. Aucun des partis ouvriers n'appelait à une grève et tous les militants politiques avaient comme perspective d'organiser des réunions, des cercles de discussions, etc., pour fêter ce jour. Pas les ouvrières des industries textiles.

Elles sont descendues dans la rue le 23 et il y avait cent mille ouvriers en grève. Le 25, il y avait une grève générale et il y a eu des morts. Contrairement aux opposants d'aujourd'hui qui pensent que les flics sont des ouvriers en uniforme, la classe ouvrière russe savait exactement que les flics sont des ennemis, donc les flics ont été battus, désarmés et même tués et après ça ils ont disparu de la scène. L'armée, c'était autre chose, mais les «pharaons» (les agents de police) étaient dispersés violemment.

Enfin le 25, la direction des bolchéviks en place distribua un tract, en appelant... à une grève générale. Mais il y avait déjà une grève générale. La situation était déjà passée à l'insurrection armée.

Le 26, le gouvernement tsariste arrêta les directions locales des bolchéviks et des menchéviks, même ceux qui étaient les représentants des comités des industries de guerre. La Douma, le parlement (qui n'était qu'un organe consultatif pour le gouvernement tsariste), fut dissoute. Mais les députés n'étaient pas stupides et ils n'étaient pas restés «chez eux».

Le 27, la garnison se mutine et les soldats – pas comme les flics – se mettent du côté des ouvriers. Les dirigeants de la Douma, c'est-à-dire les politiciens, décident que la patrie a besoin d'eux et ils organisent un «Comité provisoire». En même temps, les prisonniers politiques sont libérés. Les prisonniers politiques entrent en action immédiatement comme vous pouvez l'imaginer: les bolchéviks rentrent dans les banlieues ouvrières pour organiser les ouvriers dans les rues pour assurer la chute de l'ancien régime. Les menchéviks – par contre – rentrent immédiatement dans les salons du pouvoir, où ils sont connus, et ils se proclament le «Comité exécutif du soviet de Petrograd». Et qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils ont cherché à contacter immédiatement quiconque avait de l'autorité à la Douma pour les aider à diriger «leur» révolution!

Le 28 février, les ministres tsaristes sont arrêtés et le journal du soviet de Petrograd *Izvestia* paraît. Le 1^{er} mars, la section des soldats du soviet de Petrograd est formée et le soviet de Moscou se rassemble pour la première fois. Le 2 mars, le tsar renonce à la couronne et personne n'était très chaud pour sa proposition que son frère puis son fils prennent sa place! Toujours le 2 mars, un «gouvernement provisoire» est formé par les messieurs distingués de la Douma, mais... de qui? Des ouvriers? Des paysans? Ou les femmes qui ont commencé la révolution? Non, le gouvernement provisoire était composé de grands propriétaires et d'industriels bourgeois avec, à leur tête, un prince aristocratique!

Comment cela a-t-il été possible? En fait, l'autorité qui a formé le gouvernement provisoire c'était le soi-disant «Comité exécutif du soviet de Petrograd» composé des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires (un parti petit-bourgeois radical). C'étaient les gens qui avaient contacté les représentants de la bourgeoisie pour les encourager à former un gouvernement. Quand ces braves ministres indiquèrent qu'ils avaient peur de faire ça – ils n'étaient pas stupides et savaient qui avait les armes et qui contrôlait les rues! – c'est le comité exécutif qui leur assura son soutien; quand un des ministres bourgeois demanda un service d'ordre pour l'amener à son nouveau poste les braves camarades menchéviks organisèrent une escorte armée pour le protéger contre ceux qui venaient de faire la révolution!

La lutte contre le menchévisme

Mais voilà la contradiction de la révolution de Février 1917! C'était les ouvriers qui avaient fait la révolution, qui s'étaient organisés dans les soviets, mais le gouvernement qui était sorti de cette révolution était un gouvernement bourgeois! C'était une situation de «double pouvoir», avec d'un côté les soviets, mais de l'autre côté le pouvoir d'Etat était passé aux mains d'un «gouvernement provisoire» bourgeois. Comment cela avait-il pu arriver?

La réponse réside dans le niveau de conscience de la classe ouvrière. Et pour les gens ici qui pensent que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir simplement avec le maximum de combativité, il faut examiner scrupuleusement ce phénomène, parce que la classe ouvrière russe en février 1917 était consciente du besoin de désarmer les flics. (Elle avait un niveau de conscience plus élevé que celui de beaucoup de nos opposants, comme la LCR, qui pensent que les flics sont des ouvriers en uniforme.) La classe ouvrière russe était consciente qu'il fallait organiser dans les soviets exclusivement les ouvriers et les opprimés comme les soldats et les paysans, la bourgeoisie y était interdite. En fait, les ouvriers russes comprenaient qu'il fallait lutter classe contre classe en s'opposant à la bourgeoisie d'une façon «révolutionnaire». (Et ça représente un niveau de conscience plus avancé que ces soi-disant «socialistes» qui ont voté pour Chirac contre Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles.) Et le prolétariat russe, même avec tout ça, s'est retrouvé avec un gouvernement bourgeois! Comment? Que



Petrograd, juin 1917. La manifestation porte les slogans bolchéviques « A bas la contre-révolution ! A bas les dix ministres capitalistes ! Tout le pouvoir aux soviets de députés ouvriers, soldats et paysans ! »

s'est-il passé? La classe ouvrière russe voyait la bourgeoisie comme l'ennemi. Bon!! Mais en même temps, elle pensait que tous ceux qui se disaient être «avec» la classe ouvrière, étaient aussi *contre* la bourgeoisie! Elle pensait que tous les «socialistes» étaient comme les bolchéviks. Mais ce n'était pas vrai. Et ce n'est pas vrai aujourd'hui. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires étaient, comme Trotsky le disait, «une cloison» entre les opprimés et la bourgeoisie. Et ces partis ont exproprié politiquement la classe ouvrière exactement au moment où elle avait renversé les classes dirigeantes, en reprenant le pouvoir de la main des ouvriers et en le passant à la bourgeoisie.

Mais Lénine avait une autre politique. Pendant les premières années de la guerre, il était en Suisse, comme on l'a vu. Il avait étudié les partis dans la classe ouvrière qui dans divers pays d'Europe avaient soutenu leur propre bourgeoisie dans la guerre, et qui étaient devenus les agents de recrutement militaire parmi la classe ouvrière pour leur bourgeoisie, vendant leur influence parmi les ouvriers pour leurs propres intérêts. (Après tout, ce n'était pas seulement les menchéviks *russes* qui avaient appris comment boire du bordeaux dans les salons bourgeois!)

Lénine avait compris qu'à l'époque impérialiste, il y a une couche de militants dans la classe ouvrière qui se trouve au niveau le plus élevé et qui fonctionne comme les agents politiques de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier. Et Lénine avait compris que la condition préalable pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir, c'était de rompre avec ces éléments réformistes et pro-bourgeois et de lutter contre eux. C'est pour cela que Lénine a soulevé la revendication que les ouvriers rompent avec le social-patriotisme de la Deuxième Internationale et leurs avocats politiques comme Kautsky en Allemagne, Longuet en France, et qu'ils luttent pour forger une nouvelle, une Troisième Internationale, *l'Internationale communiste!* Mais en Russie, c'était exactement cette couche de «socialistes» traîtres qui avait pris la direction des soviets et à laquelle la classe ouvrière était fidèle. Mais en refusant de rompre eux-

mêmes avec la bourgeoisie et en continuant à soutenir le gouvernement provisoire bourgeois, ces traîtres liaient la classe ouvrière à la bourgeoisie.

La désorientation des bolchéviks

Au même moment, la direction du Parti bolchévique en Russie était politiquement désorientée. Si vous vous rappelez la pression exercée ici au printemps par le PC, le PS et la LCR de Besancenot pour «faire un barrage contre Le Pen» en votant Chirac, cela n'était rien en comparaison de la pression en Russie pour soutenir le nouveau régime. Après tout, le tsar était parti et même Lénine disait que la Russie était devenue le pays le plus démocratique du monde! Il y avait des acquis, mais le gouvernement était un gouvernement des propriétaires terriens et de la bourgeoisie russe impérialiste.

La direction bolchévique en place était toujours en retard sur la situation pendant les journées de la révolution de Février. Comme je l'ai déjà dit, le 25, ils ont sorti un tract appelant à la grève générale alors que la situation était déjà passée au stade d'une insurrection armée! Mais même après la révolution, ils ont avancé le mot d'ordre «Défense de la révolution» - ça veut dire défense du nouveau régime! Au milieu du mois de mars, la situation a empiré avec l'arrivée des «vieux bolchéviks» Kamenev et Staline, qui avaient été exilés en Sibérie. Ils ont pris le contrôle du journal bolchévique *Pravda*, et la ligne officielle des bolchéviks est même devenue plus droitière. La *Pravda* disait explicitement que les bolchéviks soutiendraient résolument le gouvernement provisoire «dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution». Ils ont avancé une perspective de faire «pression» sur le gouvernement. La *Pravda* a même dénoncé les ouvriers - dont beaucoup étaient eux-mêmes la base ouvrière des bolchéviks - qui avançaient une perspective défaitiste par rapport à la guerre impérialiste. Finalement, elle avançait une perspective de rapprochement avec les menchéviks qui venaient juste de donner le pouvoir politique à la bourgeoisie!

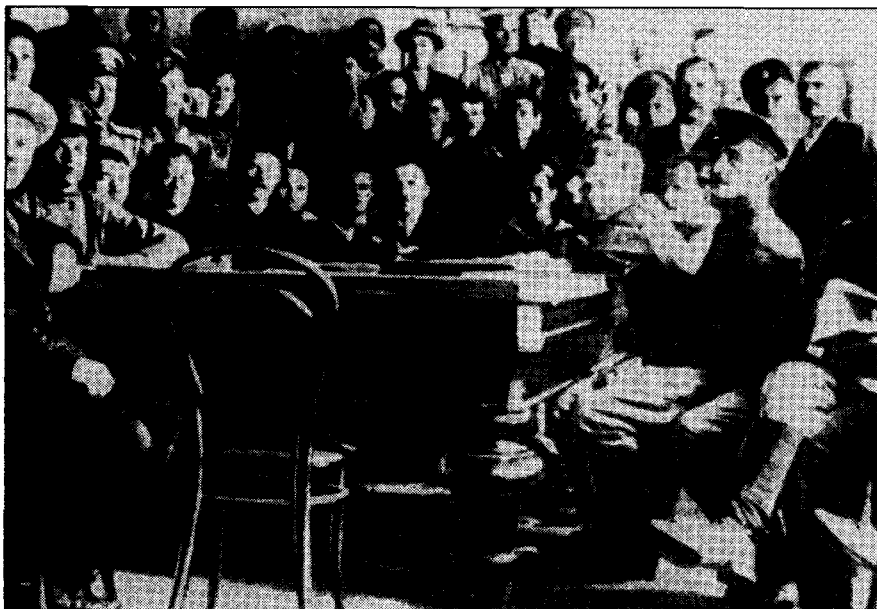
Depuis son exil à Zurich, Lénine - qui essayait désespérément de rentrer en Russie - communiquait systématiquement avec la direction bolchévique en Russie. Dès le 6 mars il télégraphiait :

«Notre tactique: méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérénsky surtout soupçonnons, armement prolétariat seule garantie, élection immédiate Douma de Pétrograd, aucun rapprochement autres partis.»

Il insistait dans ses «Lettres de loin» sur le droit d'autodétermination pour la Finlande et toutes les nations opprimées dans l'empire tsariste.

Cette dernière revendication était particulièrement importante parce qu'il cherchait à faire rompre les ouvriers avec le chauvinisme grand-russe, cette conscience empoisonnée qui gardait les opprimés russes liés à la bourgeoisie russe. Seule la bourgeoisie russe avait un intérêt à garder les peuples opprimés enchaînés dans cette prison des peuples qu'était la Russie!

Finalement, Lénine exigeait un gouvernement ouvrier,



Septembre 1917 : la fraction bolchévique du Soviet de Cronstadt

Sans crédit

basé sur les soviets, qui exproprieraient les grands propriétaires et la bourgeoisie tout entière. Et si vous pensez que la taille est tout en politique, il faut remarquer que le camarade Lénine était plutôt dans une petite minorité... d'un seul camarade!

Quand Lénine est arrivé finalement à Pétrograd, le soir du 3 avril, il a été chaleureusement accueilli par toute la direction des bolchéviks, mais aussi par les directions menchévique et du soviets qui se dépêchaient de rassurer tout le monde que le fameux «sectaire» Lénine était arrivé pour «soutenir la révolution». Lénine a remercié les camarades, a pris un bouquet de fleurs et est immédiatement parti pour le siège du Parti bolchévique, qui se trouvait alors dans la grande maison de la ballerine Kszesinska qui avait été la maîtresse du tsar. C'était la veille du premier congrès des soviets, donc tous les délégués bolchéviques étaient là avec la direction tout entière du parti.

Le réarmement du Parti bolchévique

Il n'existe pas de procès-verbal de cette réunion historique, mais il y avait à cette époque-là un menchévik qui s'appelait Soukhanov qui était toujours capable - je ne sais pas comment - mais il était capable de se trouver miraculeusement toujours au bon endroit au bon moment. Donc il était là, le seul non bolchévique qui ait assisté à la réunion et il nous a laissé un petit souvenir disant que la présentation de Lénine a fait l'effet d'une bombe parmi les militants bolchéviques. Lénine a lu un document qui existe toujours aujourd'hui, qui s'appelle les «Thèses d'avril», où il ajoutait aux autres revendications que les paysans devaient prendre la terre, et la dictature du prolétariat basée sur le système des soviets. Le lendemain, dans une séance plénière des bolchéviks et des menchéviks - rappelez-vous que les bolchéviks cherchaient l'unité avec les menchéviks - Lénine a relu son document et a été immédiatement dénoncé dans toute la presse d'opposition comme un sectaire qui venait juste d'arriver d'un autre monde! On le ridiculisait! Il était même accusé d'être un *trotskyiste* avec la politique de la révolution permanente! Quand il a soumis le document pour discussion dans le Parti bolchévique dans le journal *Pravda*, aucun autre membre de la direction n'a mis

son nom à côté de celui de Lénine; même Zinoviev, qui avait été en Suisse avec lui et qui avait été jusqu'à ce moment-là le collaborateur le plus proche de Lénine! En fait, Lénine était tellement isolé dans la direction de son propre parti, même après que la *Pravda* avait publié les Thèses, que, le 8 avril, le comité de rédaction s'est dissocié de la ligne de Lénine d'une façon explicite. Le rédacteur en chef était, par ailleurs, le camarade Staline.

C'est de cette façon qu'a commencé un processus très important. C'était le moyen avec lequel Lénine a commencé la lutte pour réarmer politiquement le Parti bolchévique. Lénine lui-même a expérimenté un processus de réflexion, et toute la discussion sur la «dictature démocratique» a disparu. Lénine a lutté contre les «vieux bolchéviques»; il disait qu'ils ne pouvaient pas comprendre un monde nouveau avec une nouvelle réalité, et qu'ils méritaient d'être remisés dans un «musée des vieux bolchéviques». Pendant tout le mois d'avril, Lénine s'est battu. Au début, il a trouvé une base parmi la direction intermédiaire du parti dans les banlieues ouvrières; puis parmi les comités locaux et, plus tard encore, parmi les comités régionaux du parti: les thèses de Lénine étaient discutées, votées et adoptées par le parti. A la fin du mois, la perspective des thèses de Lénine était devenue le programme du Parti bolchévique.

Comment cela s'est-il passé? C'est une question clé pour un militant qui cherche à devenir un marxiste révolutionnaire. Ce n'était pas parce que Lénine avait beaucoup d'autorité parmi les bolchéviques. Comme nous l'avons dit: personne dans le parti ne souhaitait, au début, être associé avec ses thèses. Et l'autorité que nous associons aujourd'hui à Lénine parmi les bolchéviques a été établie en grande partie parce qu'il a eu raison sur cette question et parce qu'il avait la volonté politique de lutter pour un programme qu'il savait juste. Finalement, Lénine a réussi à convaincre son parti parce que le programme qu'il avançait correspondait aux intérêts objectifs de la classe ouvrière. Quand les militants qui en doutaient lui ont demandé quoi faire quand la plus grande partie de la classe ouvrière restait fidèle aux menchéviques et socialistes-révolutionnaires? Que faire quand presque personne n'acceptait le programme des bolchéviques et au contraire les ridiculisait? Lénine leur répondait qu'ils devaient lutter pour cette perspective parmi les ouvriers, expliquer le programme patiemment, et organiser pour la révolution. Il avait raison. Avec cette lutte interne dans son parti, Lénine a fait quelque chose d'essentiel: il a fait la révolution d'Octobre dans la conscience des cadres du Parti bolchévique. Et ça, c'était la condition préalable pour la vraie révolution d'Octobre qui est arrivée en réalité six mois plus tard.

Dans un certain sens, ce point-là est le point principal de la présentation de ce soir. Parce qu'à partir de ce point, il y avait, dans une situation révolutionnaire, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'élément le plus important: un parti prolétarien, internationaliste et révolutionnaire, armé du programme pour la victoire. Néanmoins, nous n'en sommes encore qu'à la fin du mois d'avril et le titre de notre réunion parle de la révolution «d'Octobre». Donc je peux comprendre que, probablement, je dois vous amener au mois d'octobre.

La lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat

Le 18 avril, le ministre de la guerre dans le gouvernement provisoire – cherchant à clarifier pour les alliés que la Révolution russe n'avait pas éliminé tous les appétits impé-

rialistes de la bourgeoisie russe – a publié une lettre pour réaffirmer que la Russie lutterait «jusqu'à la victoire». Les opprimés étaient furieux parce que la direction «socialiste» des soviets leur avait dit que le gouvernement allait stopper la guerre. Le 20 avril, il y avait des protestations armées. Le jour suivant les bolchéviques ont organisé une manifestation armée. C'était un avertissement contre le gouvernement, comme le disait Lénine. Mais à partir de ce moment-là il y avait des militants menchéviques et du Parti socialiste-révolutionnaire (les SR) qui commençaient à demander aux bolchéviques comment changer d'affiliation politique et rejoindre les bolchéviques. Voyez-vous ce que je veux dire, quand je disais que la guerre est la mère de la révolution?

Le gouvernement était tellement discrédité qu'il est tombé et un nouveau gouvernement a été établi le 5 mai. Mais il y avait un problème. La classe ouvrière n'accordait aucune autorité à un gouvernement bourgeois! L'«autorité» du gouvernement sur les ouvriers reposait uniquement sur le fait que ce gouvernement était soutenu par les soi-disant socialistes qui étaient dans la direction des soviets. Mais à partir de cette crise leur soutien «de l'extérieur» n'était plus suffisant. Les «socialistes» sont entrés dans le gouvernement parce que, sans eux, il n'y avait pas de «gouvernement»; et ce qui s'est créé, c'est un gouvernement de front populaire.

Jospin et Gayssot – avec les Verts et leur camarade «Che» Chevènement bien sûr – n'étaient pas les premiers, mais ils ont fait essentiellement la même chose: ils ont formé un gouvernement bourgeois quand la bourgeoisie avait besoin de leur aide pour tromper les ouvriers.

Comme pour nous, pour les bolchéviques, l'indépendance de la *classe ouvrière* était un principe et les bolchéviques ont dénoncé cette trahison. Lénine expliquait aux ouvriers russes que, pour les bolchéviques, le seul gouvernement dans lequel un bolchévique pourrait prendre place serait un gouvernement ouvrier, c'est-à-dire un gouvernement de la dictature du prolétariat. Il est donc important de noter que récemment Alain Krivine a dit publiquement qu'il est prêt à participer dans un nouveau gouvernement «100 % à gauche» avec le Parti communiste sous certaines conditions. Ça veut dire que la direction de la LCR déclare ouvertement qu'elle serait contente de jouer, ici en France, le même rôle historique et réactionnaire que les menchéviques ont joué en Russie en 1917. Extraordinaire, n'est-ce pas!

Par contre LO – même s'ils n'ont pas voté pour Chirac, ce qui est important – LO avance toujours la perspective de continuer la lutte contre les patrons sur une base économique. Mais les ouvriers russes luttèrent, et pas seulement économiquement, comme je le disais, ils avaient les armes. Mais, de plus en plus, les ouvriers russes ne voulaient pas seulement faire la guerre contre la bourgeoisie, ils voulaient finalement *gagner* cette guerre! Et la perspective de «faire pression» sur un gouvernement bourgeois – même un gouvernement de «gauche» – une telle perspective ne marchait pas.

Il y avait un autre processus intéressant qui se produisait. En même temps que la puissance des ouvriers et leur colère contre la bourgeoisie grandissaient, la bourgeoisie elle-même cherchait à isoler et atomiser les éléments les plus avancés parmi les ouvriers. Les capitalistes ont commencé à saboter les usines en disant qu'«il n'y a pas les ressources nécessaires pour continuer la production» et ils ont cherché à fermer leurs usines. Se contenter de faire grève et descendre dans la rue dans une telle situation aurait été stupide. Ça voulait dire quoi d'«être combatif» dans une

telle situation? Au lieu de ça, les ouvriers ont commencé à prendre le contrôle des usines et à les diriger, ce qui reflétait au niveau des usines la situation de double pouvoir dans le pays. La combativité n'est pas suffisante. Il faut avoir la perspective de prendre le pouvoir social!

Donc, en continuant d'expliquer la trahison des « socialistes » et la nécessité d'un gouvernement ouvrier, les bolchéviks réussissaient à attirer les ouvriers qui soutenaient les menchéviks. Et en juin les bolchéviks, pour la première fois, ont commencé à gagner la majorité dans les comités d'usine.

Une petite histoire. Je dois vous la raconter parce que j'en aime bien. Quand la révolution de Février a éclaté, Trotsky était aux Etats-Unis. Dans la communauté ouvrière russe à New York, ils ont organisé une collecte pour ramasser suffisamment d'argent pour envoyer Trotsky et plusieurs autres révolutionnaires en Russie. En route, les Britanniques, et évidemment la bourgeoisie canadienne, les ont arrêtés pendant un mois. C'est à cause de cela que Trotsky n'est arrivé en Russie qu'au début du mois de mai, quand la lutte interne chez les bolchéviks était finie. Trotsky était complètement d'accord avec les perspectives de Lénine, bien sûr parce que Lénine avait adopté dans l'essentiel la perspective de la révolution permanente. C'était logique que Trotsky adhère au Parti bolchévique. Donc une réunion a été organisée avec Lénine et Kamenev – qui était le beau-frère de Trotsky – et les deux hommes se sont rencontrés. La question que Trotsky posa à Lénine fut s'il pensait toujours que la Révolution russe était essentiellement une révolution de type bourgeois dont l'aboutissement serait une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », et non la dictature du prolétariat. Lénine est d'accord, et il pose à Trotsky sa question: « Est-ce que tu veux toujours l'unité avec les menchéviks ? »

Donc, il y eut une fusion d'une certaine manière, sauf que c'est Trotsky qui adhérait au parti de Lénine et pas le contraire. Lénine avait compris la nécessité centrale d'un parti d'avant-garde, pas Trotsky jusqu'à ce moment crucial.

Pour continuer l'histoire, en juin, les bolchéviks voulaient organiser une manifestation contre une nouvelle offensive militaire lancée par le gouvernement. La direction du soviet de Petrograd interdit la manifestation. Parce qu'ils acceptaient l'autorité des soviets, les bolchéviks acceptèrent la décision. Mais la direction du soviet décida d'organiser

sa propre manifestation la semaine suivante. Les bolchéviks utilisèrent cette manifestation pour mobiliser leur base, et, à la fin, cela devint une manifestation essentiellement bolchévique. Les chefs du soviet regardèrent pendant des heures et des heures les banderoles bolchéviques défiler avec des mots d'ordre comme « A bas les dix ministres capitalistes » – qui faisait référence aux ministres bourgeois dans le gouvernement. Vous voyez, les ouvriers voulaient un gouvernement exclusivement ouvrier, mais ils n'avaient toujours pas conscience que, pour faire cela, il fallait rompre avec les menchéviks qui représentaient l'obstacle à cette perspective.

Il y a une histoire qui explique, je pense, la conception de pas mal d'ouvriers pendant cette période. Milioukov, un des ministres du premier gouvernement provisoire, a entendu un ouvrier hurler contre un des ministres menchéviks en disant: « Prenez le pouvoir, fils de pute, quand ils vous le donnent ». Vous voyez, cet ouvrier ne pensait pas à prendre le pouvoir lui-même. Il n'avait pas rompu avec la perspective politique de « faire pression » sur les autres: « Vous, vous prenez le pouvoir! » Comme le disait Trotsky, il n'avait pas coupé le cordon ombilical avec les menchéviks. Il allait le faire avec beaucoup d'autres ouvriers pendant les prochains mois.

Les Journées de juillet et le coup d'Etat de Kornilov

La prochaine étape importante s'est produite en juillet. La pression pour renverser le gouvernement était devenue forte parmi une certaine couche des ouvriers. Les bolchéviks essayèrent de les dissuader mais cela s'avéra impossible et les bolchéviks descendirent dans la rue avec la classe ouvrière, même si le moment de prendre le pouvoir n'était pas encore arrivé. Petrograd était toujours trop isolé du reste du pays. Mais les bolchéviks cherchaient à donner aux manifestations une structure, une organisation, pour minimiser les pertes. Ils ne voulaient pas une deuxième Commune de Paris qui resterait isolée et finirait par être noyée dans le sang. C'était des gens sérieux et ils savaient comment battre en retraite en bon ordre.

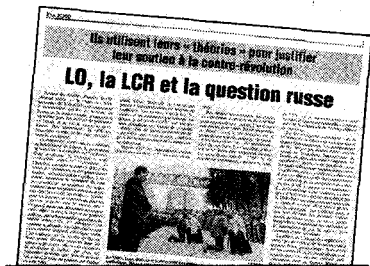
Il y eut des morts et le gouvernement utilisa les manifestations comme prétexte pour lancer une vague de répression contre les bolchéviks: leur journal fut supprimé, beaucoup de membres de la direction furent arrêtés, y compris Trotsky. Lénine fut obligé de s'exiler en Finlande où il resta jusqu'au soir de la révolution d'Octobre. Cette période est connue comme les « Journées de juillet ». Comme la situation avait changé les bolchéviks retirèrent le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets », parce que les soviets étaient devenus un instrument contre-révolutionnaire pour la répression contre la classe ouvrière. Mais la situation changeait rapidement et le Parti bolchévique fut capable de s'adapter au fur et à mesure.

En août, la bourgeoisie était dépassée et elle décida que la seule possibilité était un dictateur et – comme d'habitude, bien sûr – elle chercha parmi les officiers de l'armée. Un certain général Kornilov était l'homme de la situation et il organisa une offensive militaire contre Petrograd. Cette menace électrisa la classe ouvrière, qui avait été en retrait après les « Journées de juillet ». En répondant à la menace de Kornilov, la classe ouvrière s'arma, se mobilisa et la menace de Kornilov s'effondra non pas face aux armes des ouvriers, mais face à ses propagandistes qui gagnèrent les soldats de Kornilov. Néanmoins à peu près 40 000 ouvriers

Le Bolchévik

n° 153, Été 2000

Nous avons défendu jusqu'au-bout les formes de propriété collectivisées issues de la révolution d'Octobre, qui n'ont été finalement détruites que dans la période qui a suivi la prise du pouvoir par Eltsine en août 1991 avec la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré.



0,80 €

Commande:
LB, BP 135-10
75463 Paris cedex 10



Sans crédit

Les ouvriers en armes dans les Gardes rouges (ici, de l'usine Michelson) furent l'embryon de l'Armée rouge que fonda Trotsky en 1918.

étaient organisés dans les Gardes rouges, la force autour de laquelle l'Armée rouge sera organisée plus tard. Les ouvriers s'étaient tournés complètement vers les bolchéviks et les soviets étaient renouvelés.

Certains ouvriers se demandaient s'il ne fallait pas lutter directement contre le gouvernement provisoire de Kérensky, mais les bolchéviks leur conseillèrent de garder leur indépendance politique tout en s'organisant militairement contre Kornilov du côté du gouvernement qui, lui, ne faisait presque rien (Kérensky rêvait de jouer le rôle que s'était donné Kornilov). Trotsky a fait la comparaison que les relations entre le gouvernement de Kérensky et les ouvriers bolchéviques représentaient comme une trêve des armes. C'est un exemple très utile de front unique.

Vers Octobre

En grande partie à cause de cette offensive de la bourgeoisie et de la croissance des bolchéviks qui soutenaient les réquisitions de terres, les paysans entamèrent une véritable guerre pour la terre, sachant que seul un gouvernement bolchévique les soutiendrait. L'armée se désintégra. Pour Lénine, c'était le signe que le pays était avec les ouvriers et qu'il fallait organiser une insurrection pour renverser le pouvoir bourgeois, si on pouvait parler d'un véritable pouvoir gouvernemental. C'était plutôt le vide ! Il y avait dans le Parti bolchévique des batailles internes importantes, mais qui ne touchaient pas directement nos thèmes de ce soir. Il y avait, par exemple, une opposition à l'intérieur du Parti bolchévique, lancée par Zinoviev et Kamenev et contre laquelle luttèrent Lénine et Trotsky. Il y avait aussi une discussion par rapport au moment de l'insurrection. Ils ont eu des luttes très importantes et je vous encourage à les étudier. Les *Leçons d'octobre* de Trotsky sont un bon point de départ par exemple.

Comme je le disais, l'armée était en train de se décomposer, mais il y avait des régiments importants à Petrograd qui pouvaient s'opposer à une insurrection prolétarienne. Donc le Soviet a établi un comité qui s'appelait le Comité militaire révolutionnaire (CMR) et qui était dirigé par Trotsky. Ce comité luttait pour gagner les régiments à la cause des ouvriers et il avait établi suffisamment d'autorité pour qu'en septembre, le CMR déclare que tout ordre militaire donné aux régiments à Petrograd par le gouvernement n'avait aucune validité s'il n'était pas signé en même temps par le CMR. C'était un coup de génie. Au milieu du

mois d'octobre, quand le gouvernement essaya de renvoyer au front les soldats qui sympathisaient avec les ouvriers révolutionnaires, le CMR refusa de signer l'ordre. La garnison refusa d'obéir au gouvernement et c'était cette décision qui, essentiellement, donnait le coup de grâce pour le gouvernement provisoire, parce qu'à partir de ce moment-là ce «gouvernement» n'avait plus aucune force armée derrière lui. Et, après tout, la question de la force armée est plutôt centrale quand vous voulez faire une révolution. Avec cet acte, le succès de la révolution d'Octobre était pour l'essentiel assuré.

Mais je voudrais aborder un point avant de finir avec l'insurrection. C'est peut-être essentiellement une polémique contre LO qui présente la lutte de classe fondamentalement comme une lutte où la combativité dans le domaine économique peut gagner le pouvoir pour la classe ouvrière. C'est une conception profondément fautive. Pour prendre le pouvoir, la classe ouvrière doit parvenir au niveau de conscience où elle voudra être la classe dirigeante dans le domaine politique. Ça, c'est autre chose. Trois jours avant l'insurrection, les bolchéviks organisèrent, le 22 octobre, une série de réunions où les agitateurs et les cadres les plus populaires se sont adressés aux masses d'ouvriers à Petrograd. Des centaines de milliers d'ouvriers y participaient. Il n'y eut aucune grève parce que c'était un dimanche. Mais au cours de chaque réunion, les bolchéviks demandèrent aux ouvriers de prêter serment. Et ce serment disait simplement : nous lutterons et nous mourrons pour un gouvernement ouvrier basé sur les soviets. Et il y avait des milliers et des milliers de gens qui prêtèrent ce serment. C'était, si vous voulez, la rupture finale avec la perspective exprimée par ces ouvriers quand ils avaient exigé que les sociaux-démocrates prennent le pouvoir. C'était une déclaration faite par la classe ouvrière elle-même, que nous, nous serons ceux qui dirigerons le monde. Dans un sens fondamental, je ne pense pas que LO croie que les ouvriers puissent être gagnés à ce niveau de conscience. Mais les bolchéviks le croyaient et nous le croyons.

Je n'ai pas le temps de parler de l'insurrection elle-même. Ça s'est fait plus ou moins facilement. Il n'y a pas eu beaucoup de morts parce que la plus grande partie du pays était avec les bolchéviks. Les ministres du gouvernement ont été arrêtés. Kérensky, malheureusement, s'est échappé dans une voiture fournie par l'ambassade américaine. Le soir du 25 octobre avait lieu la première séance du deuxième congrès des soviets des ouvriers, des paysans et des soldats, et les bolchéviks ont utilisé ce congrès pour présenter le pouvoir aux soviets, dans lesquels ils avaient maintenant la majorité. A la première séance les menchéviks criaient que les bolchéviks devaient partager le pouvoir avec... ceux qui avaient été dans le gouvernement provisoire. Trotsky leur a répondu en disant que ces gens-là ne voulaient jamais partager le pouvoir avec les bolchéviks et que la révolution allait les balayer dans les poubelles de l'Histoire. A la deuxième séance, Lénine a donné le rapport principal. Six mois avant il était isolé dans son propre parti, mais ce soir-là, il a commencé son rapport en s'adressant au premier gouvernement ouvrier soviétique dans le monde, en disant : «Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste».

Le travail était commencé, mais ce n'est pas fini. Nous, spartacistes, sommes fiers de fêter avec vous ce soir l'anniversaire de ce moment. Finissons le travail que les bolchéviks ont commencé. ■

Proche-Orient...

Suite de la page 4

terribles qu'a eues le nationalisme arabe, quand on pense qu'aujourd'hui beaucoup de Palestiniens, désillusionnés par la faillite totale de la politique nationaliste bourgeoise d'Arafat, se tournent vers les intégristes islamistes arriérés et anti-femmes du Hamas.

Les trotskystes palestiniens avaient une position essentiellement correcte sur la guerre de 1948. Ils se sont opposés au plan de partition de l'ONU et ils étaient pour la défaite des deux côtés à travers la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Ils ont à juste titre défendu les droits nationaux de la nation de langue hébraïque et son droit à l'autodétermination. Comme vous avez pu le constater en faisant les lectures préparatoires à cette discussion, notre position à l'origine était de soutenir militairement les forces dirigées par les sionistes parce que notre évaluation de la situation était que la guerre menaçait l'existence même du peuple de langue hébraïque. Nous avons corrigé cette appréciation des faits, et nous avons changé notre position en conséquence (voir « Birth of the Zionist State » [Naissance de l'Etat sioniste], *Workers Vanguard* n° 33, 23 novembre 1973 et n° 45, 24 mai 1974), mais nous n'avons pas modifié notre méthode fondamentale. Nous déclarons dans cet article :

« Une colonie de peuplement s'était transformée en nation, en conséquence de l'extermination des Juifs d'Europe par Hitler (sans l'aide de qui les sionistes auraient eu un sort analogue à celui des Shakers et autres sectes utopistes) et aux dépens des Arabes palestiniens.

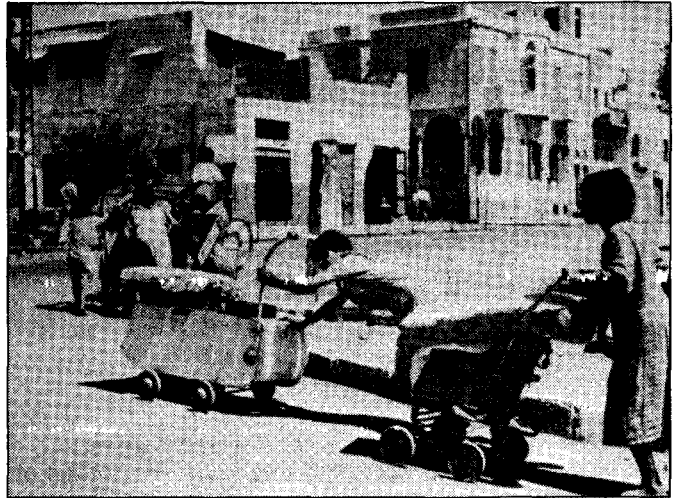
« Cette nation hébraïque est devenue réalité par la force et la violence, en opprimant, chassant brutalement et exterminant d'autres peuples. Les communistes doivent s'opposer à cette brutale oppression nationale. Mais une fois ce fait historique accompli, nous sommes obligés de reconnaître le droit de cette nation à l'autodétermination, sans quoi il faudrait opter pour l'alternative, à savoir le génocide [...]

« Les marxistes ne pouvaient soutenir militairement aucun des camps de la guerre de 1948 en Palestine. En tant qu'internationalistes prolétariens il fallait dans cette guerre avoir une position de défaitisme révolutionnaire des deux côtés, et opposer à la victoire de chacun de ces camps la perspective d'une lutte prolétarienne unitaire, qui seule peut offrir la possibilité de satisfaire le droit à l'autodétermination de tous - dans une fédération socialiste du Proche-Orient. »

Les trotskystes palestiniens à l'époque avaient aussi une attitude mesurée sur les énormes obstacles à la lutte révolutionnaire unifiée des ouvriers arabes avec ceux de langue hébraïque. Le « projet de thèses sur la question juive après la II^e guerre impérialiste », adopté en 1947 par le secrétariat international de la Quatrième Internationale, mentionnait quelques grèves importantes qui avaient unifié à l'époque ouvriers arabes et juifs, comme la grande grève du service public à Haïfa en 1946 et la grève des ouvriers de la raffinerie de pétrole l'année suivante. Ils déclaraient aussi :

« A l'étape actuelle, l'union *générale* entre juifs et arabes en Palestine est irréalisable ; ce n'est que sur un plan tout à fait limité, et dans la mesure où une partie des travailleurs juifs est employée en dehors de l'économie juive "fermée" que des grèves judéo-arabes comme celles de l'année passée ont pu se produire. Mais cela ne signifie pas que cette union soit exclue pour tout le temps. »

- les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. n° 63, décembre 1991



Institute for Palestine Studies

Femmes et enfants palestiniens fuyant Jaffa pendant la campagne de terreur sioniste de 1947-1948 qui a donné naissance à l'Etat d'Israël.

C'est une remarque que nous avons souvent faite aussi. Il faudra des événements d'une importance historique pour qu'une partie importante du prolétariat de langue hébraïque se lance dans la lutte en commun avec ses frères de classe arabes. Mais c'est une possibilité historique et une nécessité.

Un Etat, ce n'est pas la même chose qu'une nation

Soyons clairs, quand nous parlons de la nation de langue hébraïque, ce n'est pas la même chose que l'Etat sioniste qui a été mis en place par l'ONU suivant la partition de 1947. Pour les marxistes, une nation, comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est un peuple qui a sa propre langue, sa propre culture, sa propre économie, et qui occupe un territoire donné. Un Etat, c'est très différent. C'est essentiellement un instrument de pouvoir pour une classe dirigeante. Ce sont principalement ses instruments de répression : l'armée, la police, le système des prisons, etc. Nous avons une attitude très différente envers chacune de ces deux choses. Nous cherchons à écraser l'Etat sioniste, comme nous cherchons à écraser tous les Etats capitalistes, par une révolution socialiste. Nous voulons plus particulièrement écraser l'Etat sioniste parce qu'il opprime d'une façon inhérente non seulement la classe ouvrière de langue hébraïque mais aussi et surtout le peuple palestinien.

Mais quelle est notre attitude envers la nation de langue hébraïque ? Nous sommes pour le droit de toutes les nations à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit de former un Etat-nation indépendant. Nous ne faisons pas de distinction sur ce point entre les nations opprimées, qui selon certains seraient les seules à avoir ce droit, et les nations qui oppriment, qui selon certains n'ont pas ce droit. Pour nous c'est simplement un droit démocratique et élémentaire que les marxistes reconnaissent pour toutes les nations.

Les concepts marxistes comme « classe », « nation », « Etat » etc. correspondent à des définitions précises basées sur la réalité matérielle. Nous sommes des matérialistes. L'idée répandue selon laquelle les Juifs en Israël représentent aujourd'hui une « occupation » me semble plutôt basée sur une espèce de moralisme, autrement dit de l'idéalisme, pas du matérialisme. Cela rappelle l'idée,



Danie/MeJia

Manifestation de travailleurs du caoutchouc israéliens contre des licenciements en 1989. Il faut détruire l'Etat sioniste de l'intérieur par une révolution ouvrière arabe-hébraïque.

tellement courante dans la gauche, qu'il y a des peuples « bons », c'est-à-dire les peuples opprimés – on pourrait dire les « occupés » – et des peuples « mauvais » qui sont les oppresseurs et qui n'ont même pas le droit d'exister. Le fait de parler d'une « occupation » me donne l'impression que la conséquence programmatique serait « débarrassons-nous d'eux ». Il faut retourner aux définitions marxistes pour éviter le piège du nationalisme irrédentiste et trouver la voie qui mène à la solution révolutionnaire et internationaliste où tous les peuples ont le droit d'exister.

Des peuples interpénétrés

C'est la question des peuples interpénétrés qui est au cœur du problème. Le processus qui a conduit à la création de l'Etat d'Israël n'est pas unique en son genre. Bien au contraire, c'est quelque chose qu'on a vu plusieurs fois dans l'histoire. C'est « diviser pour régner », une politique où les colonialistes britanniques étaient passés maîtres. Ils ont fait essentiellement la même chose en Irlande quand ils ont partagé l'Irlande entre le Nord et le Sud ; ils ont fait à peu près la même chose en Inde, en créant un Pakistan musulman et l'Inde où il y a des hindous et des musulmans. Les Français ont fait la même chose avec la Syrie et le Liban.

Je soupçonne très fortement qu'il y a un livre de recettes à Londres quelque part, probablement écrit par Churchill et intitulé « Comment faire une partition ». Voilà la recette : vous prenez une région où il y a deux peuples qui ont une histoire de conflits ethniques importants et vous tracez une frontière artificielle selon le critère suivant : d'un côté vous allez avoir un pays qui est de façon plus ou moins homogène composé du peuple majoritaire. Mais de l'autre côté vous allez créer un pays qui est partagé entre les deux peuples mais dont l'un a une légère supériorité numérique par rapport à l'autre. Et comme ça vous allez avoir un peuple qui vit sans cesse sous la crainte que l'autre va un jour avoir la majorité. C'est une recette qui marche à merveille pour les impérialistes et qui permet des interventions et des manipulations à volonté.

Je crois que les Français sont allés à Londres pour lire ce livre de recettes. Ils ont créé cette espèce de pays croupion qu'est le Liban de façon à avoir une très légère majorité pour les chrétiens, qui seront constamment terrifiés qu'un jour les musulmans auront fait assez de bébés pour avoir la majorité. Et puis ce qui s'est passé finalement, c'est que tous les Palestiniens rejetés de Jordanie par le Septembre

noir sont arrivés au Liban et cela a fait pencher la balance. Le Liban a explosé en guerre civile, ce qui a complètement détruit le pays.

En Palestine le plan de partition a été conçu selon la même recette, mais cette fois-ci ils ont emmené l'ONU pour lui montrer comment faire. Ils ont créé un Etat d'Israël complètement artificiel, qui incluait beaucoup plus de territoires que ceux qui étaient occupés à l'époque par la nation de langue hébraïque, de façon à avoir une partie palestinienne à 100 % arabe, et l'Etat d'Israël où les Juifs étaient légèrement majoritaires. Mais les sionistes, eux, faisaient la cuisine avec un livre de recettes différent : ils ont chassé les Palestiniens des terres qui avaient été allouées aux Juifs par le plan, et aussi d'une bonne partie des terres qui avaient été allouées aux Palestiniens. Et ils ont peuplé tout ça, d'une part avec les réfugiés qui fuyaient l'Europe à la suite de l'Holocauste, et d'autre part avec les Juifs qui étaient chassés des pays arabes avec la montée du nationalisme arabe.

A la fin de ce processus le territoire occupé par la nation de langue hébraïque s'était énormément étendu, et, chose très importante pour les sionistes, il correspondait aux frontières de l'Etat sioniste. Mais je répète que ce n'est pas la même chose. Nous sommes pour la destruction de cet Etat, c'est-à-dire la destruction de son armée et la prise du pouvoir par le prolétariat, mais nous ne sommes pas pour la destruction de la nation qui existe et qui occupe ce territoire, avec sa propre culture et sa propre économie. Nous défendons son droit à exister, son droit démocratique à l'autodétermination et nous défendons ces mêmes droits pour le peuple palestinien.

Presque toutes les nations se sont forgées en expulsant de force et dans certains cas en exterminant d'autres peuples. Ce n'est pas exceptionnel. Maintenant on appelle ça le « nettoyage ethnique ». Les Etats-Unis, par exemple, se sont forgés en exterminant systématiquement les peuples autochtones. Ce génocide est encore aujourd'hui célébré au niveau du cinéma et de la culture populaire. Est-ce que ça veut dire qu'aujourd'hui les Etats-Unis sont un territoire occupé ? La Turquie est une véritable « prison des peuples » pour des minorités comme les Kurdes. Est-ce que cela veut dire que les Turcs n'ont pas le droit d'exister ? Faut-il débarrasser l'Amérique latine de tous les descendants des conquistadors ?

Mais soyons clairs, la Cisjordanie et Gaza sont aujourd'hui réellement des territoires occupés. Ce sont des territoires palestiniens, qui sont peu à peu saisis par les sionistes et leurs colons qui sont l'avant-garde de cette in-

**Pour contacter
la Ligue trotskyste :**

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

curSION. Nous sommes pour l'arrêt de cette incursion dans les territoires palestiniens et pour que cette occupation cesse, tout en reconnaissant que les choses en sont arrivées à un point où ce n'est pas du tout une tâche simple. Il y a aujourd'hui un grand nombre de colons, 400 000 si on inclut Jérusalem-Est. Les colons sont très armés et travaillent très étroitement avec l'armée israélienne ; ils vivent en grande partie dans des communautés éparpillées dans les territoires palestiniens comme des avant-postes d'une forteresse. C'est donc une extension dans les territoires occupés qui est artificielle et réversible. Mais ça pourrait changer, particulièrement avec l'approche de la guerre avec l'Irak. Dans notre presse nous avons averti que les sionistes pourraient bien saisir cette occasion pour chasser les Palestiniens des territoires occupés dans une vague de terreur.



Harcourt Brace Jovanovich

L'exemple de la Yougoslavie et de la Révolution russe

Le problème, pour résoudre la question nationale en Palestine, c'est que les deux peuples revendiquent essentiellement le même territoire. Etablir un Etat capitaliste indépendant, que ce soit pour les Arabes palestiniens ou pour le peuple de langue hébraïque, ne peut signifier que dénier ce droit à l'autre. Ce sont deux peuples géographiquement interpénétrés. Dans un cas comme celui-là il ne peut y avoir de solution démocratique à la question nationale qu'à travers une révolution socialiste, parce que seul le prolétariat au pouvoir a intérêt à résoudre ces antagonismes nationaux et peut commencer à s'adresser aux besoins matériels de tous les travailleurs. Et ce n'est pas un vœu pieux. Il y a des précédents historiques qui démontrent que ce programme est réalisable.

Regardez la Yougoslavie de Tito, un Etat ouvrier déformé qui est né grâce à la victoire des partisans staliniens contre l'occupation nazie. Pendant des siècles, il y avait eu dans les Balkans de sanglants massacres ethniques qui étaient pires que le conflit entre les Palestiniens et le peuple

Le parti communiste dirigé par Tito (au centre) a forgé une force de partisans multiethnique qui a vaincu l'occupant nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale et créé un Etat ouvrier déformé qui a mis fin à la violence nationale en Yougoslavie.

de langue hébraïque. Lors des guerres balkaniques en 1912, pendant lesquelles Trotsky avait été correspondant de guerre, il s'est produit toute une série d'immenses transferts forcés de populations à travers les Balkans. L'Etat de Yougoslavie fut une création artificielle de l'impérialisme - principalement l'impérialisme français d'ailleurs - après la Première Guerre mondiale. Pratiquement dès le jour de sa création, il y a eu une explosion de massacres ethniques.

Mais l'expérience commune d'avoir chassé les fascistes et d'avoir mis en place une économie collectivisée a mis fin à la violence nationale au sein de la Yougoslavie. L'élimination des pogromes et des conflits nationaux meurtriers a été un acquis historique de la révolution yougoslave anticapitaliste. En même temps la bureaucratie stalinienne conservatrice, avec son étroite vision nationale, a adopté des politiques, comme ce qu'on appelait le « socialisme de marché », qui minaient constamment les acquis mêmes de la révolution et inspiraient des conflits nationaux. Quand la contre-révolution capitaliste a détruit l'Etat ouvrier déformé yougoslave, cette région est redevenue la scène de guerres ethniques et de transferts forcés de populations.

L'autre exemple historique c'est bien sûr l'expérience de la Révolution russe de 1917. Citons ne serait-ce que le Caucase qui, comme les Balkans, avait été le site de conflits interethniques pendant des siècles. Les bolchéviks n'ont pas seulement accordé le droit aux nations à l'autodétermination pour qu'elles créent des Etats indépendants dans la région, mais ils ont développé toute une série de solutions organisationnelles pour de petits groupements proto-nationaux, même quelquefois de quelques villages, afin qu'ils aient une certaine mesure

Troupes des USA, de l'ONU,
de l'Union européenne : bas les pattes
devant le Proche-Orient !
USA bas les pattes devant l'Irak !

Défense du peuple palestinien !
**Troupes israéliennes, colons, hors
des territoires occupés !**

**Déclaration de la Spartacist League/U.S.,
30 mars 2002,
reproduite en arabe dans
Le Bolchévik n° 160
- disponible en français également**

0,80€

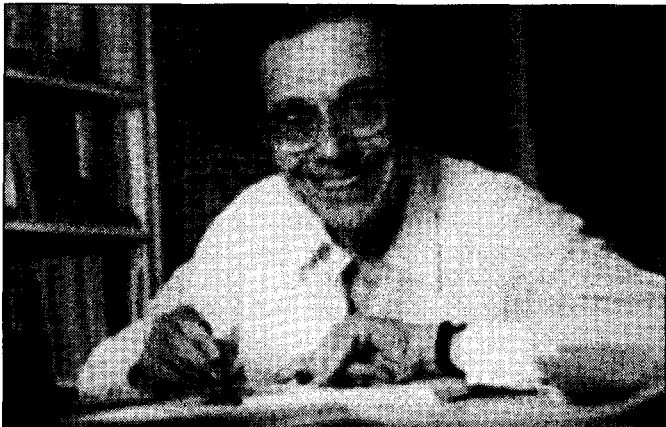
Commande : Le Bolchévik, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10

d'autonomie locale. J'ai vu une fois une carte du Caucase dans les premières années du pouvoir bolchévique qui en montrait tous les organismes administratifs. Le Caucase y est complètement couvert de petits cercles de différentes tailles. Là aussi la révolution a mis fin aux guerres inter-ethniques et a essentiellement retiré la question nationale de l'ordre du jour. Ces deux exemples sont une preuve spectaculaire de comment des conflits nationaux meurtriers, qui sous le capitalisme semblent irréconciliables, peuvent être traités de façon équitable et démocratique sous la dictature du prolétariat.

L'antisémitisme enchaîne les masses à leurs exploiteurs

Notre stratégie pour le Proche-Orient c'est que le prolétariat prenne le pouvoir d'Etat par une révolution socialiste. Cela ne se produira pas si la classe ouvrière de langue hébraïque n'est pas en grande partie gagnée, ou du moins neutralisée. Réfléchissez cinq minutes. Israël est de loin le pays le plus puissant et le plus avancé de la région. Les sionistes ont la technologie, ils ont les armes, ils ont la bombe nucléaire. Pensez-vous pouvoir faire une révolution dans la région sans avoir trouvé un moyen de briser de l'intérieur la citadelle sioniste ? Il faut être réaliste sur cette question. Et vous n'allez certainement pas gagner les ouvriers de langue hébraïque si vous ne leur reconnaissez pas le droit à l'existence nationale. En plus si l'on n'a pas cette perspective, on finit inévitablement par se tourner vers les bourgeoisies arabes, parce que qui d'autre peut même prétendre être un allié utile des Palestiniens contre les sionistes ? L'Union européenne ou peut-être la « douce » France de la guerre d'Algérie et de la répression anti-Maghrébins du plan Vigipirate ?

Le fait de rejeter les ouvriers de langue hébraïque comme simplement une masse réactionnaire sans espoir, ce n'est pas fondamentalement différent de ce que font les nationalistes tiers-mondistes lorsqu'ils disent que la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés est inextricablement liée à sa bourgeoisie parce qu'elle tire profit de l'exploitation impérialiste du tiers-monde. Cette vision de la classe ouvrière hébraïque exprime une sorte de désespoir. Et il est facile de désespérer de la situation actuelle. Il est certain qu'il n'y a pas aujourd'hui beaucoup de fissures



Mémoires Vives Productions

Henri Curiel, Juif égyptien, fondateur du Parti communiste égyptien dans les années 40, organisateur en France de porteurs de valises en soutien au FLN pendant la Guerre d'Algérie.



Praeger Inc.

Bagdad, juillet 1958. Les staliniens de Moscou et de la direction du PC irakien ont trahi la révolution pour préserver la « coexistence pacifique » avec les USA.

dans la citadelle sioniste, même au moment où les sionistes sont en train de copier les nazis dans les territoires occupés. Le climat politique est tellement à droite que Sharon, le boucher de Sabra et Chatila, peut se faire passer pour un « centriste ». Ce n'est pas une situation qui nous offre beaucoup d'ouvertures pour agir et pour faire quelque chose dans le sens immédiat pour aider la situation horrible dans laquelle se trouvent les Palestiniens aujourd'hui. Et ça c'est, il est vrai, une espèce d'enfer pour les révolutionnaires, de ne pas avoir d'ouvertures pour intervenir de façon efficace. Dans les pays arabes, ce qui est en ascension aujourd'hui, ce n'est pas le communisme mais l'intégrisme islamique. C'est le produit du désespoir.

Par contre dans les années 1940 et 1950, il y avait des partis communistes très importants dans beaucoup de pays arabes. La plupart de ces partis communistes étaient soit créés par des minorités ethniques, ou bien en incluaient un nombre important. Les différents groupements communistes en Egypte ont tous été formés par des Juifs égyptiens ; le Parti communiste irakien avait des Kurdes et des Juifs dans sa direction. C'est une tradition dont nous pouvons nous réclamer. Mais comment gagner les ouvriers arabes au communisme ? Seulement en confrontant la fausse conscience qui les lie à leurs propres oppresseurs.

Je voudrais rappeler qu'élever le niveau de conscience du prolétariat, ça signifie beaucoup plus que se battre pour défendre les intérêts matériels de la classe ouvrière. Dans *Que Faire ?* Lénine dit que le parti révolutionnaire doit être un « *tribun du peuple* », c'est-à-dire le défenseur de tous les opprimés et pas seulement de la classe ouvrière. Ca veut

dire défendre le droit des Kurdes, des Berbères, des Saharouis, des Coptes. Ca veut dire lutter pour l'avortement libre et gratuit. Ca veut dire défendre les droits des homosexuels contre l'arriération et la discrimination moraliste et religieuse. Et ça veut dire aussi combattre l'antisémitisme qui est omniprésent dans les pays arabes.

Et il est *omniprésent*. On utilise souvent le mot « sioniste » au lieu d'utiliser le mot « Juif », mais tous les thèmes classiques de l'antisémitisme européen ont été adoptés : les Juifs qui « complotent pour dominer le monde », les Juifs qui sont l'expression même de tout ce qui est néfaste, etc. Vous avez certainement lu les reportages le mois dernier sur la série télévisée en Egypte basée sur *les Protocoles des Sages de Sion*. C'est un faux antisémite qui a été confectionné par la police secrète tsariste pour inciter à des pogromes. On trouve *les Protocoles* partout au Proche-Orient. Ils ont été recommandés et même distribués par des dirigeants arabes, de Nasser au roi de l'Arabie saoudite. Il est maintenant courant dans les milieux universitaires du Proche-Orient de nier que l'Holocauste a existé, un thème qui a été emprunté là aussi aux fascistes européens. Même le vieux mythe selon lequel les Juifs tueraient des enfants chrétiens pour boire leur sang, ce mythe antisémite qui date de je ne sais quand, est repris partout par des dirigeants arabes et des intellectuels au Proche-Orient.

Nous insistons sur cette question non pas parce que nous pensons pouvoir recruter beaucoup de Juifs dans les pays arabes, car il n'en reste presque plus. C'est parce que l'antisémitisme dont les nationalistes arabes font la promotion, est une des choses qui empoisonnent le plus la conscience des ouvriers arabes. En Pologne, nous avons à de nombreuses reprises publié des articles contre l'antisémitisme. Là non plus il ne reste plus beaucoup de Juifs. Ils ont été chassés ou exterminés. Mais l'antisémitisme était crucial pour les nationalistes polonais réactionnaires de Solidarność qui étaient à la tête de la classe ouvrière.

Les bolchéviks ont consacré une énergie énorme à lutter contre l'antisémitisme et à défendre les Juifs russes contre

les persécutions. Et d'ailleurs ce n'était pas non plus vraiment avec l'idée qu'ils allaient recruter beaucoup de Juifs, parce que les Juifs en Russie travaillaient dans les toutes petites entreprises, où c'était les menchéviks qui étaient influents. Les bolchéviks, eux, avaient leur base dans la grande industrie. Mais lutter contre l'antisémitisme était crucial pour des révolutionnaires dans un pays où les pogromes antisémites étaient une forme prévalente d'oppression encouragée par l'Etat.

Pour une fédération socialiste au Proche-Orient

Comme je l'ai dit, il y a une riche tradition de lutte de classe au Proche-Orient. Je voudrais conclure avec quelques mots sur le point culminant, le plus grand moment de cette tradition, qui est la révolution irakienne de 1958. C'est le renversement de la monarchie par des officiers nationalistes de gauche le 14 juillet 1958 qui a déclenché cette révolution. Le pays tout entier s'est soulevé. Les ouvriers organisaient des manifestations massives dans les villes. Dans certaines manifestations il y avait un million de personnes. Partout dans les campagnes les paysans s'insurgeaient, tuaient des gros propriétaires, saisissaient des terres. Le Parti communiste irakien avait le soutien écrasant de la majorité de la classe ouvrière irakienne multinationale. Il avait aussi un soutien très large parmi les autres couches de la population, y compris dans l'armée et même dans certains secteurs du corps des officiers. Le Parti communiste irakien aurait pu prendre le pouvoir, c'est clair, le pouvoir réel était dans ses mains. Les Etats-Unis envoyaient les marines au Liban pour être prêts à une éventuelle invasion de l'Irak. La révolution socialiste était à l'ordre du jour.

Isaac Deutscher, l'historien et biographe de Trotsky, a écrit : « la plupart des observateurs occidentaux sur les lieux s'accordaient pour dire que Kassem [le nationaliste au pouvoir soutenu par les staliniens du Parti communiste] ne pourrait guère tenir tête si les communistes lançaient une offensive sérieuse. » Mais les staliniens de Moscou ont trahi la révolution pour préserver la « coexistence pacifique » avec les Etats-Unis. Et le Parti communiste irakien, étant un parti stalinien, a accepté de freiner le mouvement. C'était le fruit du programme stalinien de « révolution par étapes », comme ils l'appelaient. Alors que le Parti communiste était à la crête de la révolution, il continuait à se subordonner à Kassem, dans une révolution soi-disant « anti-impérialiste », mais bien sûr la deuxième étape promise, la révolution socialiste, n'est jamais venue. Au lieu de cela Kassem s'est retourné contre le Parti communiste irakien. En 1963 le parti Baas nationaliste réactionnaire, dont faisait partie Saddam Hussein (qui n'en était alors pas encore un dirigeant national), est venu au pouvoir et a massacré des milliers de militants de gauche en utilisant des listes fournies par la CIA.

La révolution irakienne représentait d'énormes possibilités historiques pour les ouvriers du Proche-Orient et pour des minorités comme les Kurdes. Imaginez un peu, si le prolétariat irakien avait pris le pouvoir, comment cela aurait changé la conscience des ouvriers dans toute cette région du monde ! Et quel aurait été l'impact sur le prolétariat israélien ? Là bien sûr on ne peut pas savoir, ça dépend de beaucoup de choses mais il est possible que l'effet aurait été, ou sera un jour, dans des conditions similaires, considérable. ■

Vient de paraître !

Spartacist
(édition en anglais)

n° 57
Hiver 2002-2003
(40 pages)

1,50 €

Spartacist (édition en anglais) est envoyé à tous les abonnés à *Workers Vanguard*, journal de nos camarades américains (15€ pour un an, 22 numéros)

SPARTACIST 4

NUMBER 57 ENGLISH EDITION WINTER 2002-03

Statement of the International Communist League
Down With the UN Starvation Blockade!
Defend Iraq Against U.S. and Allied Imperialist Attack!
PAGE 4

Prometheus Research Library Book
Dog Days
James P. Cannon vs. Max Shachtman
in the Communist League of America, 1931-1933
PAGE 20

Racism, Sexism, Religion and Anti-Muslim Bigotry
Women and Immigration in France
PAGE 40

Spartacist South Africa Comrades Address ICL Gathering
The Anti-Apartheid Struggle and the Need for a Leninist Vanguard Party
PAGE 12

Nigéria...

Suite de la page 32

enfants de sexe masculin sont le seul soutien potentiel des vieillards. L'extension exponentielle du sida dans le pays, où plus de quatre millions de personnes sont contaminées par le virus VIH, et l'ostracisme et la stigmatisation qu'elles subissent, sont utilisés pour renforcer les idéologies anti-femmes arriérées. Parce qu'il s'agit d'une maladie sexuellement transmissible, le sida est utilisé pour renforcer les tabous répressifs, la culpabilité et la honte du sexe qui asservissent les femmes.

Le 9 septembre 2002, le maire de Rome a nommé «citoyenne d'honneur» Safiya Hussaini, une Nigériane dont la condamnation à mort avait été annulée au début de l'année. Comme l'écrivait Oscar Wilde, «l'hypocrisie est l'hommage du vice à la vertu». De fait, les pratiques barbares qui oppriment les femmes ne sont pas limitées au Nigéria ni au monde islamique. Dans toutes les sociétés basées sur la propriété privée, différentes formes d'oppression ont été exercées par toutes les religions pour renforcer l'asservissement des femmes. Dans l'Europe médiévale, les femmes étaient brûlées sur des bûchers parce qu'on les accusait de sorcellerie, ou elles étaient contraintes de porter la ceinture de chasteté. Les «femmes adultères» de la Nouvelle-Angleterre du XVII^e siècle étaient forcées de porter sur la poitrine une marque rouge. Le bandage des pieds était pratiqué courante dans la Chine pré-révolutionnaire. En Irlande, les femmes enceintes célibataires étaient déclarées folles et contraintes au travail forcé dans des couvents pendant des dizaines d'années. Aujourd'hui encore, la pratique du *sati* (où les veuves sont brûlées vives) est courante en Inde.

Dans toutes ces sociétés de classes, la source centrale de l'oppression des femmes est l'institution de la famille, qui est l'instrument de la transmission de la propriété d'une génération à l'autre et aussi le mécanisme permettant d'élever de nouvelles générations d'ouvriers. Dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, écrit à la fin du XIX^e siècle, Friedrich Engels expliquait que la famille monogame patrilinéaire est «fondée sur la domination de l'homme, avec le but exprès de procréer

des enfants d'une paternité incontestée, et cette paternité est exigée parce que ces enfants entreront un jour en possession de la fortune paternelle, en qualité d'héritiers directs». La famille est utilisée pour enrégimenter la société pour le compte des pouvoirs en place, en inculquant la soumission à l'autorité et en renforçant l'obscurantisme religieux.

La lutte pour une complète libération des femmes est liée à la lutte pour renverser le capitalisme. Mais pour libérer l'immense potentiel révolutionnaire de la lutte pour la libération des femmes, il faut le leadership d'un parti authentiquement communiste, armé d'une vision large d'un ordre social fait d'égalité et de liberté, et qui inclura des femmes dans sa propre direction. Au niveau le plus élémentaire la grande masse des femmes au Nigéria a besoin d'en finir avec la réclusion et le voile; en finir avec les mariages forcés, la polygamie et le prix de l'épousée; se libérer de la pauvreté et de l'esclavage légal; gagner le droit à une éducation gratuite et de qualité et à des soins médicaux décentes, y compris le droit à l'avortement et à la contraception; pour satisfaire tous ces besoins il faut s'attaquer aux fondements d'un ordre social capitaliste dominé par les impérialistes, et cela exige rien moins qu'une révolution socialiste. Au bout du compte, pour remédier à la misère et à l'arriération culturelle effroyable de l'Afrique sub-saharienne, il faut une économie socialiste planifiée à l'échelle internationale, basée sur des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes avancés d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon. *Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!*

Hypocrisie impérialiste autour des droits des femmes

L'application de la charia dans le Nord du Nigéria a été le détonateur de violents affrontements religieux et ethniques entre les Haoussas musulmans majoritaires et les Ibos chrétiens minoritaires. Des milliers de personnes ont été tuées de part et d'autre, un grand nombre d'églises, de mosquées et d'habitations détruites, et des centaines de milliers d'Ibos ont fui vers l'Est, où ils sont majoritaires. Un exode similaire a vu les Haoussas fuir vers le Nord



Des femmes nigériennes bloquent les installations pétrolières ChevronTexaco en juillet 2002 pour protester contre leurs conditions de vie déplorables et pour exiger un travail pour leurs familles.

AP

pour échapper aux tueries de représailles. Ces massacres inter-ethniques rappellent les événements qui ont conduit à la guerre du Biafra à la fin des années 1960. A cette époque, suite à des massacres d'Ibos dans le Nord, ce groupe ethnique avait tenté de faire sécession d'avec le reste du pays. La guerre qui s'ensuivit, avec près de deux millions de tués, fut l'un des conflits les plus brutaux de l'histoire de l'Afrique d'après les indépendances.

Le président Olusegun Obasanjo, qui avait déjà gouverné le pays sous le régime militaire des années 1970, est revenu au pouvoir en 1999 avec l'appui de l'armée et le soutien des élites du Nord. Il a ouvertement soutenu l'introduction de la charia dans le Nord, en déclarant que « la charia n'est pas une nouveauté, et ce n'est pas quelque chose dont on doit avoir peur [...] le gouvernement fédéral ne contestera pas le droit des Etats à l'utiliser » (*Guardian* de Londres, 20 août 2002).

Après la condamnation d'Amina Lawal, un concert de protestations a rempli la presse impérialiste. L'Union européenne, le Département d'Etat américain et le gouvernement canadien ont ensemble condamné une « flagrante violation des droits de l'homme ». Il n'y a rien de plus cynique, venant des puissances impérialistes qui, dans leurs propres pays, encouragent les attaques contre les droits des femmes, comme l'illustrent de façon frappante les attaques contre le droit à l'avortement et les coupes sombres dans les aides sociales aux Etats-Unis. Le 9 septembre, Regina Norman Danson, une Ghanéenne qui demandait l'asile politique aux Etats-Unis pour échapper à l'excision dans son pays, a été arrêtée et risque maintenant d'être privée de son passeport et d'être expulsée sous le prétexte mensonger qu'elle aurait inventé de toutes pièces son histoire.

Les impérialistes n'ont jamais eu le moindre égard pour les femmes des pays qu'ils cherchaient à dominer et à exploiter. Pendant des siècles, ces puissances ont réduit en esclavage les Africains noirs et pillé ce continent. Tout récemment, ce sont ces puissances qui ont « libéré » Kaboul en Afghanistan, en installant au pouvoir les coupe-jarrets de l'Alliance du Nord, qui ont maintenu toutes les lois barbares de la charia des talibans, avec simplement de légères « modifications ». Un des principaux juges afghans déclarait que les femmes convaincues d'« adultère » devront toujours être lapidées, mais... avec des pierres plus petites.

Pour la révolution permanente !

Le Nigéria, avec plus de 300 groupes ethniques amalgamés dans un semblant de nation, est une création des colonialistes britanniques suite au dépeçage du continent au congrès de Berlin de 1884. Les principaux groupes ethniques sont les Haoussas, les Ibos et les Yoroubas, qui constituent environ 70 % de la population et dominent des centaines d'autres groupes ethniques plus petits. Les Haoussas, qui dominent le Nord, sont majoritairement musulmans ; les Ibos, à l'Est, sont majoritairement chrétiens ; les Yoroubas, au Sud-Ouest, sont divisés entre musulmans et chrétiens. Continuellement divisés et subdivisés suivant des lignes de fracture ethniques et religieuses, ces groupes sont engagés dans des affrontements intercommunautaires incessants et sanglants fomentés par les dirigeants du pays, qui agissent pour le compte des impérialistes et des magnats internationaux du pétrole. Comme l'écrit le journaliste Norimitsu Onishi : « Ces haines et ces divisions sont incroyablement complexes, attisées par la corruption du pouvoir qui condamne à la

pauvreté la majorité des habitants de ce qui est l'un des principaux producteurs mondiaux de pétrole. En outre, ces divisions ont été encouragées et exploitées par les dirigeants du pays, depuis les Britanniques jusqu'aux gouvernements militaires et aux compagnies pétrolières européennes et américaines qui extraient le brut dans le delta du Niger, une zone largement abandonnée par le gouvernement fédéral » (*New York Times*, 26 mars 2000).

Un rapport publié le 26 août par l'Organisation mondiale contre la torture dénonce, preuves à l'appui, l'implication du régime d'Obasanjo dans l'assassinat de plus de 10 000 personnes depuis 1999 :

« Des agents de sécurité, agissant dans la plupart des cas sous les ordres directs du gouvernement, sont responsables d'une grande partie des morts, ainsi que de viols, de mutilations et de torture de milliers de femmes, de personnes âgées, d'enfants et d'autres civils sans défense [...] »

« Les médias locaux et internationaux qui ont couvert ces événements les ont présentés comme étant de nature ethnoreligieuse. Toutefois, nos investigations montrent que cet euphémisme a contribué à obscurcir le rôle visible de l'Etat et de ses agences de sécurité dans la perpétuation de ces graves violations, évitant ainsi au gouvernement de porter la pleine responsabilité de leur récurrence. »

Au début de ce mois, Obasanjo a admis avoir ordonné ces massacres, en affirmant de façon grotesque qu'il avait agi pour « sauver des vies et des biens ».

Gouverné depuis son indépendance en 1960, à l'exception de 12 années, par une succession de généraux, le Nigéria est devenu synonyme de corruption, de terreur, de brutalité et de négligence. Près de 70 % de la population, estimée à 125 millions d'habitants, vit en-dessous du seuil de pauvreté, et le niveau de misère sociale, dans ce pays qui est le sixième exportateur mondial de pétrole, est indescriptible. Le revenu par habitant, moins de 300 euros par an, est resté inchangé depuis l'époque de l'avant-pétrole. La masse de la population urbaine vit, dans sa majorité, dans des bidonvilles surpeuplés, où l'électricité arrive rarement. Les sans-abris se comptent par milliers. Le réseau téléphonique fonctionne par intermittence, si tant est qu'il fonctionne. Les usines tournent au ralenti. Les écoles n'ont pas de livres, les hôpitaux pas de médicaments, et le système de transports publics s'est écroulé. Dans les vastes zones rurales, la population paysanne, engluée dans une misère noire, parvient à peine à survivre. Le pillage du Nigéria par les buveurs de sang impérialistes s'est considérablement intensifié, en particulier depuis l'effondrement contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, en 1991-92. Le FMI et la Banque mondiale exigent à présent le remboursement de fonds qu'ils avaient autrefois accordés en concession à ce genre de pays africains pendant la guerre froide avec l'URSS.

Malgré une répression permanente, le Nigéria connaît ces dernières années des luttes ouvrières et sociales incessantes. Après une augmentation des prix de l'essence et du diesel ordonnée par le gouvernement, le pays a été paralysé en juin 2000 par une grève générale appelée par le Nigeria Labor Congress [Congrès nigérian du travail]. Cette grève générale de cinq jours, accompagnée de manifestations de masse, a contraint le gouvernement à limiter la hausse des prix du carburant, qui devait initialement être de 50 %. En janvier 2001 une autre grève générale a contraint le régime à réduire une nouvelle hausse des prix des carburants. En juillet, des centaines de femmes ont



Reuters

Lagos : Rassemblement syndical de protestation contre les plans du gouvernement d'augmenter les prix du fuel en mars 2001.

occupé courageusement cinq stations de pompage de ChevronTexaco dans le delta du Niger pour exiger des emplois, l'électricité, de l'eau propre, des écoles et des centres de soins médicaux. Ce sont précisément là les problèmes auxquels sont confrontés tous ceux qui vivent à l'intérieur des frontières du Nigéria, et la tâche d'un mouvement ouvrier combatif est de lutter pour ces revendications.

La paupérisation massive et les dégradations que connaît le pays, comme ailleurs dans le monde semi-colonial, sont le produit direct du pillage impérialiste relayé par ses laquais locaux. De l'Iran au Nigéria en passant par l'Algérie et l'Egypte, la frustration populaire face à une situation sans espoir constitue un terrain fertile pour l'extension de l'intégrisme islamique. Avec l'écroulement des espérances nées des luttes pour l'indépendance, les masses déshéritées et la jeunesse urbaine au chômage trouvent un réconfort dans la religion. Elles gonflent par milliers les rangs des intégristes islamiques.

La montée de l'islam politique sous forme de mouvements de masse est le reflet réactionnaire à la fois de l'impasse manifeste du nationalisme et de l'absence d'alternative communiste. Comme l'explique un dirigeant islamiste nigérian: «C'est l'échec de tous les systèmes que nous avons connus. Nous avons eu le colonialisme, qui était exploiteur. Nous avons eu une brève période de bonheur après l'indépendance, ensuite les militaires sont arrivés, et depuis lors tout est allé à vau-l'eau. Mais avant tout ceci, nous avions un système qui marchait. Nous avions la charia. Nous sommes musulmans. Pourquoi ne retournons-nous pas à nous-mêmes?» (*New York Times*, 1^{er} novembre 2001).

Dans un monde dominé par l'impérialisme, les pays africains néo-coloniaux n'ont aucune chance d'accéder à un développement économique significatif. La production industrielle étant faible, la bourgeoisie est principalement constituée de généraux, de ministres, de fournisseurs de l'Etat et de marchands. Ce genre de classe dirigeante ne peut pas authentiquement émanciper la nation du joug impérialiste.

La clé du progrès économique et social dans ces pays est fournie par le programme trotskyste de révolution permanente. Comme l'expliquait Léon Trotsky, dans les pays économiquement retardataires la faible bourgeoisie nationale – attachée par des milliers de liens à l'impérialisme et qui a peur de «sa» classe ouvrière – est incapable d'accomplir les objectifs des révolutions bourgeoises classiques, comme la Révolution française de 1789. Trotsky écrivait que «la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes» (*la Révolution permanente*, 1930).

Bien que le prolétariat industriel, dans une bonne partie de l'Afrique, n'existe que dans des poches marginales et isolées, les ouvriers du pétrole au Nigéria et en Angola, les dockers et les cheminots du Kenya, et les mineurs de Zambie et du Congo, par exemple, représentent une main-d'œuvre industrielle stratégique. Le défi d'un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste est de transformer ces couches sociales en un lien humain avec le prolétariat industriel d'Afrique du Sud et le mouvement ouvrier du Proche-Orient, qui sont la clé d'une perspective révolutionnaire sur le continent africain. Pour se mobiliser contre ses exploiters capitalistes, le prolétariat doit mener une lutte contre toute oppression, et de façon cruciale contre l'oppression des femmes.

La lutte pour la démocratie et le progrès social sur le continent africain requiert nécessairement une révolution prolétarienne. Il est évident que les impérialistes chercheront à écraser une telle révolution. La lutte pour le pouvoir prolétarien en Afrique sub-saharienne doit être liée au combat pour le pouvoir ouvrier dans les pays capitalistes avancés. Les centaines de milliers d'ouvriers immigrés africains, qui constituent une composante clé des secteurs stratégiques syndiqués du prolétariat d'Europe, constitueront le pont nécessaire pour cette extension cruciale de la révolution.

A cette fin, la classe ouvrière doit forger une direction révolutionnaire, des partis d'avant-garde léninistes-trotskyistes, parties intégrantes d'une Quatrième Internationale reforgée. La Ligue communiste internationale cherche à construire de tels partis pour diriger la lutte contre l'impérialisme et ses régimes néo-coloniaux subordonnés. **Stoppons l'exécution d'Amina Lawal!**

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 787,
20 septembre 2002

Visitez le site Web de la LCI
www.icl-fi.org



Nigéria: une femme condamnée à être lapidée à mort

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 267-1025

Le 19 août, un tribunal islamique de l'Etat de Katsina, dans le Nord du Nigéria, a rejeté l'appel d'Amina Lawal, une mère célibataire de 30 ans, et confirmé sa condamnation à mort par lapidation pour avoir eu des relations sexuelles hors mariage. Lawal avait été condamnée à mort en première instance par un tribunal islamique en mars. Son exécution est programmée pour janvier 2004, dès qu'elle aura terminé d'allaiter son bébé. **Le mouvement ouvrier doit se mobiliser, dans le monde entier, pour empêcher par des actions de protestation cette abominable exécution!**

Amina Lawal n'est pas la première femme à subir la vindicte des intégristes islamiques

au Nigéria. Safiya Hussaini, une mère divorcée, avait été condamnée à mort par lapidation en 2001. Une cour d'appel a annulé la sentence en mars 2002. Le cas d'une troisième femme a été suspendu jusqu'à ce que sa santé lui permette de se présenter devant le tribunal.

Depuis que la charia, le code social et pénal islamique, a été introduite il y a deux ans dans une dizaine d'Etats à majorité musulmane du Nord du Nigéria, les femmes sont contraintes de porter le voile, et les écoles mixtes ont été transformées en établissements sexuellement ségrégués, si tant est que les filles sont scolarisées. Une adolescente a reçu 100 coups de fouet pour avoir eu des relations sexuelles avant le mariage. On interdit aux femmes de voyager dans les mêmes bus ou les mêmes taxis que les hommes. La



AFF

Sauvons Amina Lawal!

vente d'alcool est interdite, et les hommes pris en train de boire sont bastonnés en public. Une milice a été créée pour faire respecter les nouvelles règles.

L'application de la charia dans les Etats du Nord ajoute un facteur mortel à une situation en constante détérioration pour les femmes du Nigéria. L'avortement est illégal. L'achat de l'épousée est une pratique courante dans les communautés chrétiennes comme musulmanes. La pratique atroce et dangereuse de l'excision, effectuée sur les petites filles pour «maîtriser leur sexualité» et garantir leur chasteté, est omniprésente dans tous les groupes ethniques et religieux, et des millions de femmes nigé-

rianes subissent ces pratiques barbares. Le Nigéria est l'un des seuls pays d'Afrique sub-saharienne à ne pas avoir de loi réprimant cette pratique.

Les femmes nigérianes, en grande partie illettrées, traitées comme du bétail par leurs pères et leurs maris, sont contraintes à des mariages forcés, surchargées de travail et sous-alimentées; et lors des affrontements inter-ethniques sanglants qui frappent régulièrement le pays, elles sont victimes de viols et d'assassinats. La polygamie, basée sur l'asservissement des femmes, est largement répandue. Sans contrôle ou presque sur leur vie reproductive, les femmes subissent d'énormes pressions sociales et économiques: la stérilité est une marque d'infamie, et les

Suite page 29